

éditorial

Tant pis pour nous! | Patrice Darteville 3

dossier - (Re)penser la démocratie

Au-delà des gadgets | Les rencontres de Stéphane Renard avec François De Brigode et Alain Eraly 5
L'ombre d'un bonheur ancien | Jean Sloover 7
Le participatif peut-il sauver la démocratie? | Paul Magnette 8
Poussière d'étoiles | Pascal Martin 10
Des scrutins asymétriques? | Jean Faniel 12
Un apprentissage qui ne va pas de soi | Martine Vandemeulebroucke 14
La rupture: un changement de paradigme? | Olivier Starquit 15
Démocratie ou carnaval? | Patrice Darteville 16

laïcité

Assemblée générale du CAL - Sage et passage | Patrice Darteville 17

monde

Russie: changement de jalons | Jean-Marie Chauvier 18

idées

De Stendhal à Vailland en passant par Dubois | Michel Grodent 20
Résistance et non pénitence | Henri Deleersnijder 22

enseignement

Un laboratoire d'enseignement | Georgette Smolski 24

multimédia

Un prolétariat intellectuel | Olivier Swingedau 25

science

Comprendre l'Univers, enfin? | André Koeckelenbergh 26

culture

À l'Est d'Eastwood | Vera Kotaji 28

Miroirs de l'intime | Michèle Michiels 30

Du dragon à Babel | Ben Durant 31

Musique - L'émotion au carré | Didier Chatelle 32

agenda 33

Chères lectrices, chers lecteurs,

Voici votre magazine, «relooké», en tenue printanière! Un nettoyage de printemps? Peut-être. Toujours est-il que nous avons essentiellement voulu accorder davantage d'attention à votre confort de lecture: une couverture plus attrayante, plus visuelle, des articles plus clairs à la typographie allégée, des rubriques plus simples, une illustration convaincante. Cela pour n'aller qu'à l'essentiel: rendre plus accessibles nos articles sans en diminuer le contenu, une gageure que nous espérons réussie! N'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires!*

Michèle Michiels
Rédactrice en chef

12

17

20

26



Tant pis pour nous!

On sait qu'entre les intentions proclamées des interventions militaires américaines et leurs effets réels, il y a plus qu'un écart. Il y a même souvent contradiction.

Ainsi en est-il advenu pour l'intervention en ex-Yugoslavie au nom d'une Yougoslavie multiethnique, mais que l'on a scrupuleusement divisée en mini-États. Déjà à l'époque, devant un tel paradoxe, on pouvait se demander si les intentions réelles n'étaient pas ailleurs, par exemple, de détruire l'allié de la Russie qu'était la Serbie, avec peut-être l'intention de se rapprocher des sources d'énergie et des conduites orientales qui les transportent. Le résultat est que la guerre était à un millier de kilomètres de Bruxelles (bien moins d'une heure d'avion de chasse).

Les problèmes non résolus du Moyen-Orient servent maintenant d'argument aux États-Unis pour implanter en Pologne et en Tchéquie des bases de missiles antimissiles. Dès 2002, les États-Unis avaient dénoncé le traité qui ne leur permettait pas de développer davantage de tels missiles¹.

Colère russe

Le résultat est une formidable colère russe. Le 10 février à Munich, à l'ouverture de la 43^e conférence sur la politique de sécurité, Vladimir Poutine n'a pas mâché ses mots. Son ton vindicatif aurait surpris les assistants: «*Un pays, les États-Unis, sort de ses frontières nationales dans tous les domaines. C'est très dangereux: plus personne n'est en sécurité. Ceci alimente une course aux armements avec le souhait de pays de se doter de l'arme nucléaire*», a-t-il déclaré².

Le résultat ne s'est pas fait attendre: le commandant des forces stratégiques russes, Nikolaï Solovtsov, a menacé: «*Si les gouvernements polonais et tchèque prennent une telle décision, nos forces stratégiques seront en mesure de pointer [des missiles] sur ces installations*». Et le chef d'état-major général menace de sortir du traité de 1987 sur l'élimination des missiles de portée intermédiaire³. Quant au ministre de la Défense, Sergueï Ivanov, il prévoit l'acquisition de nouveaux missiles et autres armements des plus lourds⁴.

Politique de Gribouille

La raison donnée par les Américains est l'interception de missiles nord-coréens ou iraniens à charge nucléaire visant l'Europe ou les États-Unis. Curieuse position dans cette dernière hypothèse⁵.

Laissons la Corée du Nord avec laquelle, grâce à la Chine, les États-Unis négocient assez gentiment⁶. Il est vrai que la Corée a la bombe. La question centrale est l'armement de l'Iran en bombes nucléaires et en missiles capables de les transporter. Les États-Unis exploitent la peur de l'islam, très porteuse, il est vrai, et non sans raison dans bien des cas.

Mais à vouloir trop prouver, on risque gros. Au nom de quoi, ceux qui voient un pays intervenir comme bon lui semble, là et comme cela lui semble bon, particulièrement

près de chez eux, devraient-ils s'abstenir de toute politique de prévention? Les Iraniens voient l'Irak envahi, la Syrie et eux-mêmes constamment menacés.

Il ne faut pas être grand clerc pour comprendre que la seule garantie absolue de ne pas être attaqué, c'est de posséder l'arme nucléaire. Les Iraniens n'ont rien inventé. Cela s'appelle la dissuasion du faible au fort et c'est le général de Gaulle qui l'a imaginée pour la force de frappe française, que Russes et Américains ont tout fait pour anéantir dans les années septante.

En tout état de cause, pour faire face aux résultats inattendus (pour eux en tout cas) de leur bêtise au Moyen-Orient, les États-Unis transportent sans complexe le risque de guerre en Europe. Nombreux sont encore en Europe de l'Ouest ceux qui croient que les Américains les défendent. C'est à y perdre son latin. Chacun peut voir ce qui se passe et un récent dossier du *Courrier international* s'intitulait de magrittienne manière, sous l'image de deux fusées: «*Ceci n'est pas une guerre froide, mais ça y ressemble*»⁷. Comme si cela ne suffisait pas, les États-Unis et leurs alliés ne songent qu'à donner l'indépendance au Kosovo, sans considération des risques de délitement généralisé des Balkans et de l'Europe. Si l'indépendance est bonne pour le Kosovo, après le Monténégro, pourquoi ne le serait-elle pas pour la Flandre et le Pays Basque? Et là aussi les Russes sont irrités. Les Américains s'en moquent.

Les temps changent

Mais les Américains rêvent. Dans un monde qui devient multipolaire, leur domination est bien menacée. Pas seulement par les Iraniens qui viennent de lancer une fusée spatiale⁸ mais surtout par la Chine qui a réussi une étonnante performance balistique au début de 2007. Pékin a en effet réussi à détruire un (vieux) satellite avec une fusée. Seuls l'URSS et les États-Unis avaient réussi une telle performance. Le cocasse de l'affaire vient de ce que le rapport 2006 du Pentagone sur la puissance militaire chinoise estimait impossible un tel tir⁹. Les illusions de pouvoir américaines peuvent nous mener loin, comme en Irak.

Un site d'analyse militaire américain propose un décompte des jours avant une attaque contre l'Iran¹⁰. Peu importe à G. Bush, faisons la guerre fraîche et joyeuse. D'ailleurs, l'Amérique est loin et on explosera les ogives iraniennes au-dessus de l'Europe.

Il paraît qu'en 1945, le président Truman avait trouvé la solution aux problèmes belges. On lui avait expliqué notre double clivage linguistique et philosophico-religieux. Sa solution était simple: mettons les Belges catholiques (il voulait dire les Flamands) avec la France, les Belges protestants (il voulait dire les laïques francophones) avec la Hollande...

Rien n'a changé.

Patrice Darteville

1 Philippe Régnier, *Le Soir* des 17 et 18 février 2007.

2 *Le Monde* du 13 février 2007.

3 *Le Monde* du 21 février 2007.

4 *Le Monde* du 24 février 2007.

5 Déclaration du conseiller du président Bush, Stephen Hadley, cf. Marie Jego et Laurent Zecchini, *Le Monde* du 24 février 2007.

6 Un accord est conclu à Pékin le 23 février, cf. *Le Monde* du 14 février 2007.

7 N°851, du 22 au 28 février 2007.

8 *Le Soir* du 26 février 2007.

9 Laurent Zecchini, *Le Monde* du 23 février 2007.

10 GlobalSecurity.org, cf. Alain Lallemand, *Le Soir* du 2 mars 2007.

(RE)PENSER LA DÉMOCRATIE

Le mal est connu. La démocratie n'est pas au mieux de sa forme. Et pourtant elle a le mérite d'exister. Mais le débat démocratique n'est-il pas confisqué par ceux-là mêmes qui sont censés l'organiser et le défendre. La faute aux politiques? La faute aux médias, trop peu vigilants? La crise de la représentation sera-t-elle évitée par le participatif? Quant à l'Europe, oubliuse des électeurs, elle l'a durement payé...

Au-delà des gadgets	5
L'ombre d'un bonheur ancien	7
Le participatif peut-il sauver la démocratie?	8
Poussière d'étoiles	10
Des scrutins asymétriques?	12
Un apprentissage qui ne va pas de soi	14
La rupture: un changement de paradigme?	15
Démocratie ou carnaval?	16

Les rencontres de Stéphane Renard avec François De Brigode et Alain Eraly

Au-delà des gadgets

La délégitimation des hommes politiques mine nos démocraties. À qui la faute? La nôtre, quand nous croyons aux hommes providentiels? La leur, quand ils ne répondent pas à nos questions? Les réponses du professeur Alain Eraly (ULB), observateur attentif de la gouvernance publique, et du journaliste François De Brigode, présentateur et secrétaire de rédaction du JT de la RTBF.

Espace de Libertés: Crise de la démocratie, anti-politisme croissant: le mal est connu. Le remède passe-t-il par la «démocratie participative», qui est devenue le leitmotiv de la présidentielle française?

suppléer à ses déficiences. Il y a en effet trois niveaux de démocratie. La démocratie représentative via les assemblées parlementaires. La démocratie de proximité qui rapproche par exemple un échevin d'un comité de quartier. Et la démocratie de la vie ordinaire, celle que l'on pratique ou non dans les familles, à l'école, au travail... La démocratie participative façon TF1 est un simulacre de démocratie de proximité...

Comme si l'opinion dictait son programme...

| **Alain Eraly:** Exactement. Et cela, c'est du fantasme! | **François De Brigode:** La meilleure démocratie reste, selon moi, celle qui permet à la fois le dialogue et les questions. Mais s'il n'y a pas de réponse, cela finit par générer un malaise permanent chez les citoyens. À la RTBF, même quand nous incluons le public dans nos émissions politiques, il y a toujours chez lui un sentiment d'exclusion. Pourquoi? Parce que nombre d'hommes politiques pratiquent la langue de bois ou biaissent dans leurs réponses. D'où la déception des citoyens et les commentaires du style: «*On ne nous répond pas*», «*C'est toujours la même chose*», et j'en passe...

La crise de la démocratie serait donc d'abord celle du discours politique?

| **Alain Eraly:** Il est vrai que l'actualité politique ne se déroule pas, le plus souvent, dans les assemblées démocratiques. C'est d'autant plus regrettable que les institutions académiques ne disposent pas des moyens nécessaires pour contrôler la démocratie. Le journaliste reste donc à peu près seul chargé de la vigilance démocratique. C'est la presse qui a dévoilé toutes les dernières «affaires», et jamais les assemblées parlementaires, qui sont pourtant chargées explicitement du contrôle des exécutifs.

| **François De Brigode:** Je suis moins enthousiaste sur ce plan. Les pressions économiques sont telles que le journaliste a de moins en moins la possibilité de remplir son rôle

| Alain Eraly.

| **François De Brigode:** J'en doute! Lorsque l'on voit Nicolas Sarkozy ou Ségolène Royal affronter en direct à la télé des Français censés représenter le peuple, nous avons une vision faussée de la démocratie. Le public en studio a été sélectionné par un institut de sondage, puis par la direction de TF1. Enfin, un dernier tri n'a retenu que ceux qui s'exprimaient bien. De plus, le candidat bénéficie de la plus totale liberté pour répondre ce qu'il veut au public, ou pour esquiver... Le journaliste ne joue plus son rôle, qui est de recentrer le débat ou de poser une sous-question. Il n'est plus qu'un passe-plat, qui tend le micro.

| **Alain Eraly:** Cette mise en scène est, en effet, extrêmement critiquable. L'inflation du «je» donne l'impression qu'un homme, une femme, dialogue avec la nation tout entière et la prend en charge: «*Je vais faire ceci, je vais décider cela...*». Et je, et je, et je...! Voilà comment se reconstitue la fiction de l'homme providentiel, qui va changer la vie à lui seul.

La démocratie participative ne serait-elle qu'un gadget électoral?

| **Alain Eraly:** Certaines formes de démocratie participative sont judicieuses lorsqu'elles complètent notre démocratie représentative. Elles ne le sont pas lorsqu'elles tentent de

| François De Brigode.

d'enquête. Un journaliste qui creuse une info n'est plus disponible pour l'édition du jour ou du lendemain. Voilà la vérité! D'ailleurs, la RTBF n'a plus qu'un magazine d'investigation, *Questions à la Une*. Et même là, pas question de dépasser un délai d'enquête très calibré.

Cette raréfaction des moyens est encore plus critique dans la presse écrite.

I Alain Eraly: Voilà bien le problème. Il n'y a donc pratiquement plus de journalisme d'investigation. Or, sur le plan universitaire et académique, il n'y a pas non plus de réelle évaluation du fonctionnement de la vie publique. Restent les assemblées parlementaires. Mais la mainmise étroite des partis sur l'activité du parlement et, disons-le aussi, un certain déficit de compétences ne permettent pas un contrôle très efficace de la vie publique. Cette accumulation de constats explique le malaise de la démocratie...

I François De Brigode: Je ne peux que confirmer que, trop souvent, nous n'avons plus le temps de recouper une information. Non parce qu'il y a un obstacle ou une pression politique, mais, simplement, parce que la logique économique nous oblige à travailler «à flux tendu».

Cette dictature de l'économique a fait dire au Nobel portugais José Saramago (ndlr: voir article en p. 7) que la démocratie n'était plus qu'un mensonge. Les gouvernements seraient ligotés par le pouvoir économique.

I Alain Eraly: Ce n'est pas faux, mais c'est excessif. Un État tel que le nôtre préleve près de 50% des richesses produites pour les redistribuer: il subsiste des choix politiques! Cela dit, l'impression d'impuissance du politique aujourd'hui doit beaucoup à la multiplication des niveaux de décision: régional, national, européen... Je crois aussi que le politique se ligote lui-même, en raison du jeu des coalitions, des rapports de force... Sans oublier sa peur physique de l'électeur.

I François De Brigode: Sur ce dernier point, soyons optimistes. Le sentiment de révolte qui peut animer le citoyen peut aussi faire avancer la démocratie, en forçant le politique à réagir.

Qu'est-ce qui explique malgré tout la délégitimation du politique constatée dans presque tous les pays occidentaux?

I Alain Eraly: Je risque deux explications. D'abord, il y a la dynamique démocratique. Les principes d'égalité et de liberté d'expression s'enracinent de plus en plus. Dès lors, le regard porté sur le politique a perdu sa déférence, cette soumission instinctive aux notables. Ce qui est plutôt une bonne chose. Un deuxième facteur de délégitimation à mes yeux reste la «people-isation» du personnel politique, fabriquée par les médias. Les politiciens préfèrent les émissions populaires que les rendez-vous politiques, surtout en Flandre. Ils assurent ainsi leur popularité mais récoltent en même temps l'irrespect — dont par ailleurs ils se plaignent.

I François De Brigode: Je serais moins sévère à l'égard des médias. Les politiques ouvrent eux-mêmes la porte de leur vie privée, soucieux de se donner une image plus sou-

riante. Quant à la désacralisation du politique, je préfère le mot déconsidération. Pour beaucoup de citoyens, l'homme politique est le médecin de famille, censé être à l'écoute 24 heures sur 24. Impossible... Il devient donc la cible d'une réflexion-bazooka, du genre: «À quoi sert-il, puisqu'il ne peut rien pour moi!» On ne parle même plus de ce qu'il peut pour la société...

I Alain Eraly: Et voilà la fabrique d'antipolitisme par excellence, car le politique ne pourra jamais avoir réponse à tout. Cela dit, on peut aussi se demander si l'homme politique «bouc émissaire» n'est pas le fruit inattendu de l'État-providence. À partir du moment où l'État a pris en charge une infinie diversité de besoins et de problèmes, l'idée selon laquelle il peut ou doit intervenir dans la construction de mon bonheur personnel s'impose irrésistiblement. Ce sera donc lui le premier responsable de mon malheur: si mon gamin s'étangle avec des chips mal calibrées, c'est parce que la réglementation est inadéquate!

I François De Brigode: Ce que je regrette, c'est que cet antipolitisme règne aussi désormais chez certains journalistes pour qui la politique, c'est «em...». Si les journalistes, qui ont un rôle important à tenir, jouent aussi dans la tragédie de l'antipolitisme, on ira tous dans le mur. D'ailleurs, si j'ai accepté de participer à la fameuse émission du 13 décembre sur la «fin de la Belgique», c'est parce que j'y ai vu une manière de remettre le débat politique au centre de la grille des programmes.

I Alain Eraly: Il est vrai qu'un certain nombre de bien-pensants ont détesté cette émission....

I François De Brigode: ...y compris parmi les humoristes!

I Alain Eraly: ...mais je constate aussi que les jeunes l'ont adorée!

N'est-ce pas la preuve qu'il y a encore moyen de parler de politique, mais autrement?

I François De Brigode: Je crois surtout qu'il faut réaffirmer son autorité. C'est vrai pour les politiques comme pour les journalistes, dont la crédibilité s'effondre dans les sondages. Pourquoi? Parce que, là aussi, il y a une confusion des genres, comme c'est le cas lorsqu'un journaliste télé se met à animer des émissions populaires. Perte de crédibilité, perte de légitimité morale et, pour finir, perte de pouvoir....

Vue sous cet angle, la fameuse émission du 13 décembre n'était-elle pas source de confusion?

I François De Brigode: Au contraire. Nous avons lancé un débat sur ce qui n'est pas une fiction. Le scénario de la scission du pays est possible, même s'il est évident que cela ne se passerait pas en une nuit... Le discours sur le séparatisme existe bel et bien chez certains politiques flamands*. Et chez certains francophones, puisqu'ils se positionnent par rapport à cela depuis des mois. La pire des choses, dans une démocratie, j'y reviens, c'est de poser des questions et de ne pas avoir de réponses. Les médias ne les ont pas, mais ils doivent contribuer à susciter la réflexion.

I Alain Eraly: C'est leur rôle, bien sûr. Mais on ne saurait faire l'économie d'une revalorisation du politique dans l'instance qui doit le représenter par excellence: l'assemblée parlementaire. Le travail n'y est pas sexy? D'accord. Mais il est la clef de voûte de la gestion publique. Donc de la démocratie. ■

L'ombre d'un bonheur ancien

Dans son dernier roman *La lucidité*, l'écrivain portugais José Saramago nous rappelle que «ce n'est pas seulement quand nous n'avons pas d'yeux que nous ne savons pas où nous allons»...

Dans la capitale sans nom d'un État qui n'en a pas davantage, se déroule un scrutin municipal ordinaire. Pourtant, des urnes sortent 83% de votes blancs! Voter blanc est un droit dont, sereinement, les citoyens ont fait usage. Mais la stupéfaction est malgré tout totale dans le camp gouvernemental qui voit, dans ce geste, une atteinte inacceptable au bon fonctionnement de la démocratie représentative. En dépit d'une totale absence d'indices, l'idée d'une offensive de grande ampleur contre le système s'impose d'emblée au sommet: un tel résultat est impossible sans conspiration!

Quels en sont les meneurs? Les responsables politiques veulent percer le mystère et démasquer les groupes subversifs qui œuvrent dans l'ombre à révolutionner le système: l'état d'exception est décreté, puis l'état de siège. Le gouvernement quitte la ville, l'abandonnant à elle-même, convaincu que le chaos s'installant, son adversaire va se dévoiler. Mais la vie continue malgré un sanglant attentat perpétré par les services secrets dans le métro: les gens protestent pacifiquement, s'entraident, puis retournent dans le calme à leurs occupations...

Incitant alors la population à la délation, le ministre de l'Intérieur finit par recevoir une lettre anonyme d'un «patriote» qui dénonce le comportement passé suspect d'une femme de médecin. Dépêchés clandestinement dans la ville en quarantaine, les enquêteurs, malgré leurs efforts, ne découvrent pourtant aucun lien entre la personne mise en cause et la vague de votes blancs. Peu importe, le bouc émissaire est trouvé: le lynché médiatique commence et la machine répressive s'ébranle. L'ennemie publique numéro un et les policiers intègres finissent assassinés...

De la plutocratie

Le dernier livre du prix Nobel de littérature 1998, l'écrivain portugais José Saramago, *La lucidité*¹ est une fable pleine d'humour mais qui résonne de façon assurément avec l'actualité. Instabilité politique, peur de l'autre, menace sur la sécurité nationale, guerre contre la terreur, conditionnement de l'opinion publique, mise entre parenthèses des libertés et des droits fondamen-

taux, terrorisme d'État, dérives médiatiques en tous genres: tout nous renvoie aux événements actuels qui, sans que nous nous en rendions compte, changent la nature de nos démocraties.

Cri de colère, *La lucidité* nous invite à réfléchir à cet aveuglement, en montrant un pouvoir paranoïaque incapable de voir les choses de manière simple et de se remettre en question, alors que le message que lui envoie «l'insurrection des blanchards» n'est autre que celui-ci: «ce que vous nous proposez n'est pas suffisant, il faut inventer autre chose». Car Saramago ne fait pas l'apologie du vote blanc. Le refus de choisir que ce vote exprime dans *La lucidité* ne traduit pas un manque d'intérêt pour la chose publique: il révèle au contraire la clairvoyance tranquille de citoyens conscients que leur devoir électoral, même si son résultat débouche sur une alternance politique radicale, ne changera rien à l'agenda institutionnel et n'entraînera pas les réformes économiques, sociales et culturelles indispensables au changement qu'impose l'inquiétant cours du monde.

Quel agenda? Quel changement? Saramago, dans ses interventions publiques² précise: ce n'est plus dans la démocratie imaginée par les Grecs que nous vivons, mais dans une plutocratie, dans un régime gouverné par les plus fortunés. «Le pouvoir économique et financier n'est pas démocratique, dit-il, puisqu'il n'a pas été élu par le peuple, n'est pas géré par le peuple et surtout, parce qu'il n'a pas pour finalité le bonheur du peuple». À telle enseigne que «même si les apparences sont pour l'instant maintenues, il faut désormais se demander si les empires économiques contemporains ne sont pas [...] des adversaires radicaux de la démocratie».

La visée de *La lucidité* est en tout cas de montrer que dans le monde d'aujourd'hui, un griffage pacifique de la normalité démocratique, fût-il le fruit de la libre et souveraine volonté politique du peuple, débouche sans attendre sur un corps autoritaire dissimulé sous les plus beaux atours de la république. Bref, le message de Saramago est clair: «La prétendue démocratie occidentale est entrée dans une étape de transformation rétrograde qu'elle est incapable d'arrêter et dont les conséquences prévisibles seront sa propre négation. Nul besoin que quiconque prenne la responsabilité de la liquider: elle-même se suicide tous les jours». Un avertissement subversif. Presque un testament. ■

Jean Sloover

¹ Éditions du Seuil, 355 pages. José Saramago a pris une part active à la révolution portugaise dite «des Œilllets» qui a mis fin en 1974 à la dictature de Salazar.

² Voir notamment «Que reste-t-il de la démocratie?» dans *Le Monde diplomatique* d'août 2004 et l'interview de José Saramago, «Nous ne vivons pas en démocratie», par Christine Rousseau dans *Le Monde* du 24 novembre 2006.

Le participatif peut-il sauver la démocratie?

Depuis plus de vingt ans, nos démocraties occidentales sont réputées souffrir d'une «crise de représentation».

Des élus toujours plus distants, une politique sans cesse plus complexe, des partis dont les bases militantes s'étiolent,... tout concourt à donner le sentiment que le fossé qui sépare les élus des électeurs ne cesse de se creuser. La croissance de l'abstention, le vote toujours plus massif pour les partis populistes et contestataires, l'apathie civique en sont les signes les plus manifestes: la vitalité démocratique n'est plus ce qu'elle était. Ceci explique l'engouement récent pour le thème de participatif: si la légitimité des élus traditionnels est en crise, peut-être faut-il impliquer les citoyens plus directement dans la vie politique.

Participation, piège à c...?

L'idée est loin, pourtant, d'être consensuelle. Les débats participatifs menés par la candidate du PS aux élections présidentielles françaises ont fait grincer des dents. Sous prétexte de se rapprocher des «gens ordinaires», Ségolène Royal ne cherche-t-elle pas simplement à contourner les «éléphants» du parti, et à s'offrir à peu de frais une campagne de promotion médiatique? Le risque n'est-il pas, si de telles opérations devaient se généraliser, de nous conduire vers une nouvelle forme de démagogie, les dirigeants se contentant de caresser les citoyens dans le sens du poil, alors que la dignité du politique consiste à éclairer les consciences?

Ces doutes témoignent à tout le moins d'un malaise: la mise en place de nouveaux mécanismes de délibération politique, dans et autour des partis, inquiète tous ceux qui y détiennent des positions établies. On aurait tort toutefois de balayer ce phénomène d'un revers de la main. S'il importe de conserver un regard critique sur ces nouvelles formes de débat politique, pour prévenir les dérives populistes et médiatiques auxquelles elles peuvent conduire si l'on n'y prend garde, il faut aussi examiner avec sérénité les avantages potentiels de telles pratiques.

La participation n'est pas une mode récente. Le slogan apparut il y a près de quarante ans, au lendemain des événements de mai 1968. La crise de l'université agit alors comme un puissant révélateur de tendances plus profondes qui traversaient toutes les sociétés occidentales. L'élevation générale du niveau de vie et du niveau d'instruction avait rendu les citoyens plus rigoureux et plus critiques. Les bastions historiques de l'autorité (l'administration, la justice, l'Église, l'armée, l'université) devaient faire face à la contestation de citoyens engagés, décidés à faire entendre leur voix. Tout au long des années 1970 et 1980, des mécanismes participatifs furent établis au cœur de ces ins-

titutions: l'Église catholique s'ouvrit timidement à l'intervention des fidèles, l'université donna place à l'expression des étudiants, les administrations et les grands services publics se dotèrent de médiateurs et de comités d'utilisateurs, les autorités locales mirent en place des comités de quartiers... Après la grande vague de démocratisation des États qui s'étendit entre 1920 et 1960, le temps semblait venu de démocratiser toutes les poches d'autorité qui avaient subsisté au cœur du système.

La démocratie dans les partis

Curieusement, les partis politiques furent les dernières grandes organisations sociales à s'ouvrir à un tel mouvement. Alors que les syndicats s'étaient depuis longtemps habitués à vivre à l'ombre de la critique de leurs affiliés, alors que le pouvoir des employeurs était sous le feu nourri des mobilisations ouvrières et syndicales, les partis politiques, eux, demeuraient enfermés dans une logique de leadership. Piliers de la démocratie parlementaire, les partis s'étaient certes dotés depuis les origines de mécanismes obligeant les élus à rendre des comptes aux militants. Mais alors que tous les «corps constitués» se soumettaient à la critique publique, tout au long des années 1980 et 1990, les partis faisaient le chemin inverse. Le nombre des militants diminuait constamment, les congrès étaient largement préparés et balisés par l'appareil, les sections locales et associations liées aux partis perdaient constamment de leur vitalité, et les leaders, en quête de légitimité, instituaient des modes d'élection directe par les militants, réduisant la fonction de ces derniers à une sanction électorale —autour, le plus souvent, d'un candidat unique.

Il n'est pas étonnant, dès lors, que les partis aient fini par se remettre en question. Les enquêtes d'opinion démontrent qu'ils étaient les organisations sociales en lesquelles les citoyens ont le moins confiance —loin derrière les ONG et les associations— les partis comprirent qu'ils courraient un grand risque s'ils s'enfermaient dans des logiques de négociations d'appareil et de légitimation plébiscitaire des élus.

Partout en Europe occidentale, le mouvement fut lancé par les partis verts—souvent considérés comme la traduction électorale de l'aspiration participative née dans la foulée de mai 1968. S'imposant des règles de déontologie interne très strictes —limitation du nombre et de la durée des mandats— ils lancèrent aussi la mode des délibérations ouvertes —recours aux assemblées générales des militants pour toutes les décisions importantes, mise en place de forums participatifs impliquant les acteurs associatifs...

Cette première expérience a beaucoup marqué les esprits. D'un côté, les partis dits traditionnels, et en particulier les partis de gauche, ont rapidement compris tout l'avantage qu'il pouvait y avoir à renouveler les formes du débat pu-

blic, pour reprendre pied dans le corps social. Les «forums participatifs», donnant la parole aux citoyens ordinaires, qu'ils soient membres du parti ou pas, se sont multipliés.

Vices et vertus de la participation

Les observateurs ont tous souligné les nombreux avantages de ces procédés. Donner la parole aux acteurs associatifs et aux citoyens lambda, c'est d'abord nourrir la réflexion partisane de ce que l'on appelle, un peu pompeusement, «l'expertise citoyenne». Dit plus simplement, ces rencontres ont le mérite de faire remonter vers les élus et les cadres les leçons tirées par les acteurs de première ligne, voire de faire émerger des thématiques dont les professionnels de la politique n'ont pas forcément conscience. Les programmes des partis y gagnent en «concret» et en «vécu». Ces débats ont ensuite une fonction d'apprentissage: quand ils sont réellement ouverts, et se répètent dans le temps, ils permettent aux citoyens engagés de mieux comprendre les enjeux et les contraintes de l'action politique, contribuant à dissiper les fantasmes et les aspirations démesurées. Dans certains cas, la confrontation directe entre élus et simples citoyens a aussi le mérite de désamorcer les tensions: quand les électeurs peuvent dire leurs frustrations, leur ressentiment, leur découragement, et quand les élus parviennent à canaliser ces sentiments d'inquiétude vers l'action, le retrait ou le rejet politiques peuvent être contrecarrés à la source. Il n'est pas rare, d'ailleurs, que de tels débats fassent émerger de nouvelles figures de proue, contribuant de la sorte à un renouvellement des cadres politiques.

Ces avantages sont suffisamment importants et avérés pour que le «participatif» soit pris au sérieux. Mais il faut se garder de tout angélisme. La participation tous azimuts a aussi ses travers. La rencontre entre élus et acteurs associatifs peut tourner à l'aigre, chaque camp se retranchant dans ses frontières, et creusant davantage le fossé d'incompréhension. Il arrive souvent aussi que les cadres politiques, soucieux de ne pas perdre leur position établie, instrumentalisent de telles rencontres, les vidant de leur substance. Et le risque de voir les élus renoncer à toute revendication impopulaire pour ne pas heurter les opinions est réel: les atermoiements de Madame Royal sur la question de l'immigration, de l'adhésion de la Turquie à l'Europe, et sur nombre de sujets à connotation sécuritaire, en sont un indice inquiétant.

La dérive ne vient d'ailleurs pas forcément des élus. Quarante ans d'observation des assemblées dites participatives ont démontré qu'elles n'échappent pas forcément à ce que le sociologue Roberto Michels appelait, il y a près d'un siècle, la «loi d'airain de l'oligarchie». Quand, pour préserver leurs pratiques de participation, les partis n'acceptent qu'à reculons les nouveaux militants —comme ce fut souvent le cas des partis verts— le risque est réel de voir le parti, dirigé par ses membres actifs, ne plus refléter les aspirations de ses électeurs. Quand seule une petite fraction des militants prend part à de tels événements —comme c'est le cas dans la quasi-totalité des partis— on tend aussi à reproduire une coupure entre citoyens actifs et passifs.

La vraie question qu'il convient de se poser aujourd'hui n'est donc pas de savoir si la participation est bonne ou mauvaise dans l'absolu, mais dans quelles conditions on peut maximiser ses avantages et prévenir les risques de

Pour reprendre pied dans le corps social, les partis de gauche ont compris l'utilité de renouveler les formes du débat public. © M. C.

Poussière d'étoiles

Vingt-sept pays et 487 millions d'habitants. Mais que pèsent-ils en réalité dans la construction européenne? De la poussière d'étoiles...

L'Union européenne est un club démocratique. Elle a fait de la démocratie parlementaire une condition *sine qua non* de son existence, une valeur. Née de la guerre, elle n'a pas oublié où mènent les totalitarismes. Mais inflexible en théorie sur ce point, elle s'est en réalité accommodée d'une foule de concessions. Il n'est donc pas sor de poser la question: que vaut la démocratie de l'Union et de ses institutions?

À sa manière, l'UE a répondu à cette question par une sorte de règlement d'ordre intérieur. Pour être admis au statut de candidat à l'adhésion, un État doit prouver qu'il respecte les critères de Copenhague. L'un d'eux prévoit l'établissement d'institutions stables, garantissant la démocratie, la primauté du droit, les droits de l'Homme et le respect des minorités. Quand un pays peut prouver qu'il répond à ces attentes, il entre alors seulement dans la phase de négociations. La porte du club ne se pousse pas si facilement.

Mais la citadelle a ses tolérances. L'exemple par la Roumanie où la stabilité politique reste fragile. Les errements d'une justice corrompue, d'une magistrature mal formée, laissent songeur sur ce qu'y vaut la primauté du droit. Le sort des Roms, objets d'un dédain national, interpelle sur le respect des minorités. Pourtant, Bucarest a fêté sa joyeuse entrée dans l'UE le 1^{er} janvier dernier.

Les Roumains sont loin d'être les seuls à avoir bénéficié de telles largesses. Ainsi peut-on se demander pour quelles raisons Bruxelles accepte de traiter avec Ankara. Le gouvernement turc est régulièrement condamné à Strasbourg pour torture, atteinte à la liberté d'expression ou non-respect des droits des minorités. L'Europe préfère en fait fermer les yeux sur certaines failles plutôt que de se couper de partenaires politiques, économiques ou géostratégiques. Mieux vaut ouvrir les négociations avec Ankara que de risquer un coup de froid avec Washington.

Voilà pour les principes et leurs dérogations.

Une autre vision des institutions européennes. *A vision for Brussels. «Imagining the Capital of Europe»* – Bozar. Jusqu'au 20 mai 2007.

vocation européenne, loin s'en faut. Devenus gênants ou encombrants, ils sont choisis selon des négociations entre partis. Quant au président de l'exécutif, comment oublier que le favori dut plus d'une fois s'effacer sous la pression d'un ou de quelques États au profit d'un second couteau. Ici, l'unanimité —non la majorité— fait la loi. Jean-Luc Dehaene et Guy Verhofstadt en savent quelque chose.

Le Traité de Nice a voulu que la Commission soit composée à ce jour d'un commissaire par État membre. Autour de la

Plus fondamentalement, l'exercice du pouvoir au sein de l'Union traduit une autre difficulté: celle de faire fonctionner au niveau supranational vingt-sept réalités nationales en y associant leur population respective. Si le meccano bricolé au cours des cinquante dernières années a permis à l'UE d'avancer, celle-ci reste loin, très loin, de la démocratie participative.

Prenons la Commission. Habilitée à veiller sur la bonne application des traités et sur l'exécution des politiques de l'UE, elle peut faire des propositions législatives au Conseil. Cette dernière prérogative qui, au niveau national, est le fait d'un Parlement élu par le peuple, devient ici la propriété du collège et de l'administration. Premier hic.

Bien sûr, chaque commissaire est envoyé à Bruxelles par son gouvernement, celui-ci ayant reçu sa légitimité de l'électeur. Mais en réalité, les hommes politiques qui débarquent au Rond-Point Schuman n'ont pas tous la

table du collège, le Malais vaut l'Allemand. Certains analystes voient dans cette égalité un risque de désengagement des grands États. Réflexion d'un diplomate français: «Pourquoi la France, et ses soixante millions d'habitants, doit-elle être sur le même pied que le Luxembourg et ses trois cent mille habitants?». Du bon sens, oui, si cette équivalence n'était contrebalancée par la bataille qui fait rage aux niveaux supérieurs de l'administration européenne pour placer des hommes liges, un terrain où les grands États emportent les plus beaux morceaux.

La perte d'influence des grands États à la Commission est de surcroît largement contrebalancée par la place qu'ils occupent au Conseil et au Parlement. L'Allemagne, la France, l'Italie, la Grande-Bretagne, et dans une moindre mesure la Pologne et l'Espagne, y mènent la danse. Au Juste Lipse (ndlr: le Conseil), par un système de pondération des voix qui permet aux gouvernements de peser en fonction des populations qu'ils représentent —c'est probablement le lieu où le citoyen lambda est le mieux représenté. Au Caprice des Dieux et à Strasbourg (ndlr: le Parlement), par un nombre plus ou moins important d'eurodéputés élus au plan national, sans toutefois avoir le droit de légiférer.

Le bien de tous, au-delà des clivages

Gauche, droite, centre. L'Europe prétend dépasser ces clivages à travers la Commission pour ne s'intéresser qu'au bien de tous. Dans les faits, nombre de commissaires obéissent à leur gouvernement les doigts sur la couture du pantalon, quand ils ne se mettent pas au service d'intérêts particuliers. À l'occasion du moratoire sur les OGM, l'altermondialiste Raoul Jennar avait jugé sans complexes l'institution vendue aux géants de l'agro-business: «La Commission européenne est l'outil politique des groupes de pression patronaux. C'est incontestable!»¹. Ce type d'appréciation est courant.

Un peu de mathématique. Au Parlement européen, l'Allemagne, et ses 82 millions d'habitants, compte 99 députés. En comparaison, la Belgique par exemple en a 24, Malte 5. Logique. Mais aussi pernicieux.

Cinquante ans après le Traité de Rome qu'il a contribué à finaliser, le juriste luxembourgeois Pierre Pescatore déploie la tournure qu'a prise le rapport de force numérique au sein du Parlement: «C'est une erreur d'avoir donné plus de députés aux Allemands qu'aux autres. Ils sont mis en position de truster les présidences, les vice-présidences, de contrôler les commissions, etc. Et comme les décisions se font à la majorité simple, l'alliance des députés issus de deux ou trois grands États peut emporter le vote». En cas de codécision avec le Conseil, une telle coalition est suffisante pour installer la pression sur les ministres.

Pour qui a une conception numérique de la démocratie, c'est sans doute là son expression la plus pure. C'est cependant oublier la logique des groupes parlementaires qui rassemblent parfois plusieurs dizaines de partis. On y avance tout et son contraire. Par ricochet, qui a voté pour un eurodéputé partisan de l'avortement peut ainsi voir ses intérêts défendus par un groupe où s'alignent aussi des pro-life...

Certains comportements tiendraient même du brigandage. Le partage du perchoir du Parlement européen entre les deux principaux groupes parlementaires —les chré-

tiens-démocrates et assimilés du Parti populaire européen (PPE), et le Parti socialiste européen (PSE)— passe pour de la confiscation auprès de leurs adversaires. Plus ces groupes deviennent puissants, moins il y a de miettes à ramasser. Tout est bon pour y arriver: le PPE a fait ainsi alliance avec les conservateurs britanniques et se verrait bien englober l'AKP du premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan une fois l'adhésion réalisée. Ce que pense l'électeur de ces rapprochements contre nature n'a, semble-t-il, aucune importance.

L'absence —ou supposée telle— de démocratie au sein des institutions européennes est un dada des Verts. En 2004, lors des dernières élections européennes, ils avaient lancé une campagne transnationale dans les ex-Quinze. Leurs candidats français traversaient la frontière allemande pour s'adresser à des électeurs qui n'étaient pas les leurs, et vice versa. Originale et courageuse, l'opération n'eut qu'un succès très mitigé. L'observateur put surtout y juger du gouffre qui va grandissant entre le citoyen électeur et la construction européenne.

Daniel Cohn-Bendit a lancé plus d'une piste: «Les partis européens devraient se rassembler autour de têtes de liste qui s'engageraient dans la bataille électorale comme candidats à la présidence de la Commission européenne [...]. D'un seul coup, les partis seraient dans l'obligation de mener une campagne électorale réellement européenne. Leur succès dans les urnes dépendrait alors de la question suivante: comment vendre D'Alema à la gauche allemande ou Patten aux conservateurs italiens?» Le chef des Verts redéfinit au passage les rôles des institutions: «La Commission deviendrait un organe exécutif s'appuyant sur une majorité au Parlement. Le Conseil des ministres, en revanche, serait le représentant des gouvernements nationaux. Ainsi, nous obtiendrions pour la première fois des rapports clairs et dynamiques entre les principales institutions européennes. [...] Il faut que le Parlement européen puisse réellement représenter le peuple. En face de lui, le Conseil des ministres, en tant que représentant des États membres, doit jouer le rôle qui revient au Bundesrat (seconde Chambre du Parlement allemand, représentant les Länder) au sein du système fédéral allemand. Notre double identité de citoyens d'un État national et de l'Europe doit dès à présent se refléter sur le plan institutionnel: d'un côté, le Conseil représente les nations; de l'autre, le Parlement et la Commission représentent l'Union»² [voir ndlr].

Citoyen national et citoyen européen. La difficulté de faire cohabiter ces deux identités a poussé l'Europe à se doter d'un processus décisionnel qui oublie trop souvent l'avis de l'électeur. Mais évite aussi les soubresauts des démocraties libérales, leurs pulsions et émotions. Naviguer en eaux dormantes protégé par un épais brouillard ou prendre le risque d'essuyer régulièrement une tempête: le navire Europe ne sait plus à quel saint se vouer. Pour l'instant, en tout cas, c'est «pétrole». Pas un souffle de vent. Plus rien n'avance.

Pascal Martin

¹ www.humanite.presse.fr/journal/2004-05-26/2004-05-26-2394380

² www.courrierinternational.com/article.asp?obj_id=36904

Ndlr: À vrai dire, Cohn-Bendit reprend à son compte la remarquable initiative du chancelier Kohl datant des années nonante. Il acceptait, au nom de l'Allemagne, d'abandonner la souveraineté allemande! Il précisait qu'il ne répondait pas d'un réveil des démons allemands lié à la réunification en cas de refus de ses partenaires européens. Ce qui fut le cas notamment de la France jacobine. Quelle chance gâchée!

Dans les faits, nombre de commissaires obéissent à leur gouvernement les doigts sur la couture du pantalon, quand ils ne se mettent pas au service d'intérêts particuliers.

Des scrutins asymétriques?

À en croire la presse francophone¹, les jours de la Belgique seraient comptés. Flamands et francophones vivent dans des communautés culturelles distinctes, quasiment hermétiques l'une à l'autre. Qu'en est-il sur le plan institutionnel? Les élections du 8 octobre 2006 permettent de jeter un certain éclairage sur cette question.

Tous les électeurs ne l'ont peut-être pas remarqué. Le 8 octobre 2006, ce sont pour la première fois les régions qui ont organisé le scrutin communal et, en Flandre et en Wallonie, l'élection provinciale. Les accords du Lambermont (2000) et de la Saint-Polycarpe (2001) ont en effet prévu de régionaliser la loi communale et la loi provinciale qui déterminent l'organisation des pouvoirs locaux.

Les régions ont également reçu un large pouvoir en matière d'organisation des élections relatives à ces niveaux de pouvoir. Et elles ne se sont pas privées d'en faire usage, chacune de leur côté. Au point que des différences profondes sont apparues entre les trois régions². À terme, la physionomie institutionnelle du pays pourrait en être affectée de manière substantielle.

Voter en même temps?

Auparavant, c'était le ministère fédéral de l'Intérieur qui se chargeait de l'organisation des scrutins provinciaux et communaux, et le Parlement fédéral qui en déterminait les principales règles. Celles-ci s'appliquaient dès lors de manière uniforme d'Arlon à Ostende. Désormais, il n'y a plus de coordination entre les régions. Ainsi, alors que la Région wallonne a décidé de conserver en l'état les horaires d'ouverture des bureaux de vote, la Flandre et la Région de Bruxelles-Capitale ont choisi de les fermer une heure plus tard. Ce qui peut paraître anecdotique n'est pourtant pas sans conséquence. En effet, rien n'aurait empêché la Région wallonne d'annoncer certains résultats alors que le vote n'était pas encore clôturé dans le reste du pays. Même s'il s'agit de scrutins locaux, il peut être surprenant que certains électeurs connaissent déjà le résultat quand d'autres n'ont pas encore pris part au vote.

Cela dit, il faut souligner que les scrutins communal et provincial ont eu lieu le même jour dans les différentes régions. À l'avenir, il se pourrait qu'il n'en aille plus de même car c'est désormais aussi aux régions qu'il appartient, en toute autonomie, de fixer la durée de la législature communale et provinciale et, par conséquent, la fréquence de ces élections. Cela marquerait certes une rupture dans l'histoire électorale belge, mais non-tous qu'en Allemagne par exemple, les parlements des *Länder* sont renouvelés à des dates et à des intervalles différents.

Avec les mêmes chances d'être élu(e)?

L'attribution des sièges au sein des listes a également été opérée selon des modalités distinctes dans les trois régions. En appliquant un coefficient différent à l'effet dévolutif de la case de tête³, les législateurs régionaux ont accordé un poids variable à la place des candidats

sur une liste et à leur capacité à attirer des voix de préférence. En outre, si les trois régions ont rendu obligatoire la parité hommes-femmes sur les listes, ce que la Constitution —donc une norme juridique qui reste commune— leur enjoint de faire, elles l'ont fait selon des modalités différentes. Alors que Bruxelles et la Wallonie ont imposé la mixité aux deux premières places, la Flandre ne l'a instaurée qu'aux trois premières. Prises ensemble, ces deux règles (effet dévolutif de la case de tête et mixité aux premières places de la liste) ont une sérieuse influence sur l'élection de certains candidats, en particulier dans le cadre d'une politique visant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux fonctions politiques. Moins souvent présentes aux deux premières places et bénéficiant en outre d'un effet dévolutif moindre de la case de tête, les candidates flamandes pourraient apparaître défavorisées par rapport à leurs consœurs bruxelloises et wallonnes, les incitants à l'élection de candidates étant réduits en Flandre⁴. Et ce, alors qu'une norme fédérale (la Constitution) encadre pourtant toujours la question des quotas.

Dans ce domaine-ci également, les changements et les divergences les plus spectaculaires sont peut-être encore à venir. En effet, chaque parlement régional a la possibilité de modifier, par un vote aux 2/3, le caractère proportionnel du mode de scrutin. La manière dont le vote des électeurs se traduit dans la composition des assemblées élues pourrait donc varier davantage dans le futur.

Par les mêmes électeurs?

La composition du corps électoral pourrait également être appelée à différer selon les régions. En la matière, l'État fédéral a conservé certaines compétences. Ainsi, les régions ne peuvent pas revenir en arrière en ce qui concerne le droit de vote des citoyens non belges. Par contre, elles peuvent abaisser l'âge minimal requis pour voter et assouplir les conditions de vote et d'éligibilité. En principe, elles pourraient également mettre fin au niveau communal à l'obligation de voter.

À nouveau, ce qui frappe le plus dans ce domaine, c'est l'autonomie laissée aux régions et l'absence totale, jusqu'à présent, de coordination entre celles-ci. Dans le futur, le vote au niveau communal pourrait donc devenir facultatif dans une région alors qu'il resterait obligatoire dans les autres. Tout comme il se pourrait que certains jeunes de 16 ans puissent voter alors que leurs «compatriotes» vivant dans une autre région devraient attendre deux ans de plus pour avoir ce droit.

Qui dirige la commune?

Une autre réforme opérée en vue du scrutin du 8 octobre 2006 a fait couler beaucoup d'encre. En Wallonie, un mécanisme de désignation automatique du bourgmestre a été mis en place, en vue de donner plus de poids au choix des électeurs et de réduire la marge de décision des appareils politiques dans la nomination du premier citoyen de la commune. Si la Région flamande a elle aussi songé à modifier le mode de désignation du bourgmestre⁵, ni elle ni la Région bruxelloise n'ont mis en place un système de désignation automatique semblable... ou différent.

Des systèmes différents?

En définitive, l'autonomie dont bénéficient les régions en matière d'organisation des élections communales et provinciales conduit-elle à approfondir la distance entre le Nord et le Sud du pays?

Les éléments présentés jusqu'ici semblent en effet indiquer que les trois régions s'engagent progressivement sur des voies différentes. Si on ne peut encore parler de systèmes électoraux étrangers les uns aux autres, n'est-ce pas parce que l'autonomie des régions en la matière est nouvelle? Elles disposent désormais de la compétence de pousser bien plus loin les réformes et ce, rappelons-le, sans aucune nécessité d'en discuter avec leurs voisines.

On peut cependant objecter que le personnel politique reste davantage identifié à une communauté qu'à une région. Les francophones n'auraient donc pas trop tendance à modifier les règles électorales de manière fondamentalement différente en Wallonie et à Bruxelles, les Flamands à Bruxelles et en Flandre. S'il n'est pas dénué de fondement, l'argument a ses limites. Non seulement parce que les coalitions en place dans les trois régions sont différentes. Mais également parce que les modifications apportées jusqu'ici sont déjà substantielles, on l'a vu.

Chaque région semble donc bien décidée à pouvoir profiter comme elle l'entend de son autonomie en matière d'élection des pouvoirs locaux. C'est bien la recherche du meilleur mode de fonctionnement pour ses propres institutions qui paraît guider les législateurs régionaux plutôt que la volonté de s'inscrire dans un cadre commun.

N'est-ce pas en fait le principe même de l'autonomie? Les entités fédérées exercent leurs compétences comme elles l'entendent, tandis que l'État fédéral s'occupe des domaines communs à tous. Les élections fédérales de juin 2007 seront organisées par ce dernier, pas par les entités fédérées.

1 Qu'il s'agisse de médias aussi divers que la RTBF, en particulier à travers l'émission de fiction du 13 décembre 2006 et ses suites, la presse quotidienne ou *Télémostique*, notamment dans son édition du 28 février 2006.

2 Sur les règles en vigueur lors de ce scrutin, voir P. Blaise, J. Faniel et V. de Coorebyter, «Les réformes en vigueur pour les élections communales et provinciales du 8 octobre 2006», *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 1921, 2006.

3 1/3 en Flandre, 1/2 à Bruxelles et 1/2 en Wallonie mais dans ce dernier cas uniquement pour la désignation des effectifs.

4 L'analyse des résultats des élections de 8 octobre 2006 ne montre cependant pas un taux d'élection de femmes inférieur dans les conseils flamands. Sur le plan communal par exemple, 42% des conseillers bruxellois sont des femmes, contre 33% en Flandre et 32% en Wallonie.

5 Voir J.-B. Pilet, *Changer pour gagner? Les réformes des lois électorales en Belgique*, Bruxelles, éd. de l'Université de Bruxelles, 2007.

Un apprentissage qui ne va pas de soi

Aude a mis le premier tailleur de sa vie. Une jupe, des bas. Le problème, c'est les baskets. Ça jure un peu avec son déguisement de «madame la députée du Parlement jeunesse de la Communauté française». Il va falloir emprunter les chaussures de sa mère.

Tous les ans, pendant le congé de carnaval, c'est le même cérémonial. Quatre-vingts jeunes s'exercent à un jeu de rôle difficile: faire de la politique, amender des décrets, interpeller les «ministres» en séance plénière. Le Parlement jeunesse de la Communauté française est sans aucun doute l'un des exercices les plus aboutis pour apprendre aux jeunes le fonctionnement de notre système parlementaire. Depuis dix ans, il recrute des jeunes de 17 à 25 ans, essentiellement sur base de leur lettre de motivations. Théoriquement, il est ouvert à tous. Dans la pratique, on s'en doute, ce sont surtout les universitaires (avec une majorité d'étudiants en droit) qui endosseront le costume de député. Mais cette sélection sociale n'est-elle pas à l'image des «vrais» parlements où les ouvriers et employés sont aussi aux abonnés absents?

Le Parlement jeunesse est dans la lignée d'autres exercices d'apprentissage de la démocratie chez les jeunes. Comme les conseils communaux pour enfants ou le conseil provincial des jeunes dans le Brabant wallon et la province du Luxembourg. Ici, la démarche est plus proche, plus intéressante encore: les jeunes de 12 à 16 ans doivent poser leurs candidatures et définir leur programme «politique» avant de se faire élire par d'autres jeunes. Ils sont élus pour deux ans et disposent de leur propre budget pour mener des activités, décidées collégialement. Mais,

comme c'est souvent le cas dans d'autres assemblées de jeunes plus ou moins chapeautées par des adultes, la liberté de ces députés provinciaux juniors est souvent limitée à des opérations très consensuelles (poubelles de tri sélectif dans des centres commerciaux, aide aux enfants hospitalisés...).

Les jeunes qui s'engagent dans ces assemblées sont évidemment au départ des enfants et des adolescents déjà sensibilisés à des valeurs d'engagement et de participation. Mais quid de tous les autres? Le Parlement fédéral est régulièrement visité par des élèves. Mais que retiennent-ils de ce moment de découverte du travail parlementaire? Ils voient le plus souvent un hémicycle aux trois quarts vides ou des députés lancés dans de longues interventions, souvent inaudibles ou incompréhensibles pour un public qui ne dispose pas d'appareils de traduction. On peut parfois se demander si l'initiative n'est pas contre-productive en terme de sensibilisation à la démocratie. À moins bien sûr d'avoir été bien encadrée et décryptée par les enseignants qui accompagnent leurs élèves.

Et là encore, rien n'est gagné. L'école est certes devenue un lieu d'apprentissage de la démocratie. On pense à des opérations de sensibilisation à l'extrême droite comme «Démocratie ou barbarie» ou aux visites de candidats des différents partis à l'approche des élections. Depuis 2004, ces visites sont devenues plus systématiques en Brabant wallon. Au lendemain des élections régionales de 2004 qui ont vu une progression importante de l'extrême droite francophone, l'actuel ministre de la Défense, André Flahaut, a lancé un appel aux quatre partis démocratiques pour la constitution d'une asbl «Actions citoyennes». Cette asbl organise notamment des rencontres entre des représentants politiques et des élèves des classes supérieures sur des thèmes précis. L'exercice, de l'avis de tous ceux qui y ont participé, est à la fois passionnant et éprouvant. Il oscille entre le vrai échange et les réflexions de café du commerce. Beaucoup peut dépendre des convictions des enseignants. Ainsi, selon Marie, une élève qui a participé à cet exercice l'année dernière: «Chez nous, le prof nous poussait à poser des questions sur le treizième mois des parlementaires, sur leur voiture de fonction. J'étais choquée: j'ai découvert que ce prof était très anti-politique!».

Dernier exemple, celui d'«apprentis citoyens»: de jeunes militants dans des partis vont évoquer, toujours dans les écoles, leur engagement personnel. Face à des jeunes qui n'ont parfois que trois ou quatre ans de plus qu'eux, les élèves se montrent souvent moins timides et osent poser des questions plus naïves. «C'est là, nous expliquait un enseignant témoin de ces échanges, qu'on comprend que certains jeunes (et peut-être aussi leurs parents) s'apprêtent à voter au hasard, sans connaître la signification des sigles des partis. Interpellant non?»

© Lise Sarfati - Magnum Photo

Une jeune lituanienne: un apprentissage à faire là-bas aussi - Exposition «Euro visions» - Bozar. Jusqu'au 1^{er} juillet 2007 (voir article p. 30).

Martine Vandemeulebroucke

La rupture: un changement de paradigme?

Deux livres, deux pays différents, et pourtant des constats similaires que l'on pourrait *mutatis mutandis* appliquer à la Belgique.

Dans *Quelque chose de pourri au Royaume-Uni, libéralisme et terrorisme*¹, Tariq Ali, écrivain et éditeur de la *New Left Review* dresse le constat d'une «économie largement privatisée et d'un État de moins en moins respectueux des libertés individuelles, gérés par l'équipe néotrauilliste dans une fidélité sans faille aux idées thatchériennes»² et passe au crible les «mutations brutales des social-démocraties européennes comme si l'adoption généralisée du néolibéralisme induisait de nouvelles formes de violence politique, des interventions militaires brutales, une instrumentalisation généralisée des médias, une mise en cause des libertés individuelles fondamentales»³, comme si le capitalisme sans rival n'avait plus besoin de protéger son flanc gauche et, que dans ces conditions, la social-démocratie ne cherchait plus à protéger les défavorisés: «tout ce qu'elle peut offrir à son électorat, c'est la peur aggrémentée de formules idéologiques vagues»⁴.

Dans ce cadre, l'État autoritaire (guerre aux libertés civiles, instrumentalisation de la lutte contre le terrorisme) assure la pérennité de l'hégémonie du marché sans entraves: les libertés civiles sont restreintes précisément au nom de la liberté du marché. Et le ressort de la peur permet dans cette optique de mettre en œuvre ces visees liberticides.

Jacques Généreux⁵ évoque également un changement de paradigme dans le cadre de la campagne pour les élections présidentielles en France. Si, à la sortie de la guerre, il fallait persuader la classe ouvrière que le capitalisme tempéré par l'État-providence était de loin préférable au modèle soviétique, il voit dans la rupture proposée par Nicolas Sarkozy un projet idéologique et une pratique politique qui «détruisent les perspectives de progrès social et économique, maximisent l'insécurité, menacent la paix civile et bafouent la démocratie»⁶. Après avoir gagné la bataille des idées, notamment par le «recours à un vocabulaire progressiste de gauche pour habiller et maquiller la mise en place de son modèle néolibéral et néoconservateur»⁷, qui repose sur des postulats théoriques faux⁸ (mythe de la concurrence, de la sélection naturelle, de l'individu) et notamment par une préparation depuis plus de vingt ans des esprits à la faillite du modèle issu de l'équilibre de la guerre froide (discours sur l'échec de l'État à assurer les missions qui lui sont confiées,...), la rupture peut s'installer. La prétendue incompétence économique du gouvernement en place sert en fait à préparer le terrain à une réforme plus profonde avec la pauvreté croissante comme épouvantail; l'insécurité étant dans ce cadre une alliée précieuse.

Pour Jacques Généreux, «ce ne sont pas les chars de l'armée rouge qui menacent notre société: ce sont le culte de la rivalité, l'égoïsme des nantis, et l'obsession de la rentabilité»¹¹. A contrario, le maintien du vote obligatoire n'offre-t-il pas la meilleure garantie contre des ruptures trop brusques dans un sens ou dans l'autre?

Olivier Starquit

¹ Tariq Ali, *Quelque chose de pourri au Royaume-Uni, libéralisme et terrorisme*, Raisons d'agir, novembre 2006.

² Keith Dixon, «Libéralisme économique et régime politique autoritaire», *Le Monde diplomatique*, février 2007, p. 30.

³ Tariq Ali, *op.cit.*, p. 10.

⁴ *idem*, p. 16.

⁵ Jacques Généreux, *Pourquoi la droite est dangereuse*, Le Seuil, février 2007.

⁶ Jacques Généreux, *op.cit.*, p. 16.

⁷ *Idem*, p. 108.

⁸ Développés en profondeur par le même auteur dans *La Dissociété*, Le Seuil, Paris 2006, cf. Pascal Martin, «Entretien avec Jacques Généreux: la dissociété occidentale», *Espace de Libertés*, décembre 2006, pp14-15.

⁹ *op.cit.*, p. 97. Remarque de l'auteur: et en effet, il n'est pas erroné de dire que l'abstention est le premier parti politique britannique.

¹⁰ Frédéric Lordon, «Enfin une mesure contre la démesure de la finance, le SLAM», *Le Monde diplomatique*, février 2007, pp 4-5.

¹¹ Jacques Généreux, *op.cit.*, p. 137.

Démocratie ou carnaval?

L'époque est indulgente pour la démocratie. C'est compréhensible puisque la valeur est évidente mais l'apologie de l'idée aux dépens de la réalité n'est pas sans risque.

Au maximum on parle de la crise de la représentation, en parfait dialecte politiquement correct.

La situation est pourtant grave. Aucun des derniers présidents des États-Unis n'a recueilli le quart des suffrages des électeurs. En France, où règne un système compliqué d'inscription sur la liste des électeurs, bien des maires n'ont pas convaincu plus du dixième des électeurs potentiels.

Cette situation, aux antipodes des perspectives militantes classiques depuis cent ou cent cinquante ans, mérite qu'on se pose quelques questions sur la réalité des esprits et des sociétés.

Une récente tentative met l'accent sur la «brésilisation» de nos sociétés. Depuis très longtemps, le Brésil est un pays viscéralement métissé, qui a le goût de la fête et en prend le temps mais qui est aussi un pays d'une rare violence. En cela, il serait le paradigme des États occidentaux d'aujourd'hui et annonce leur évolution, plaide Giuliano da Empoli dans un opuscule au titre choc *La peste et l'orgie*¹.

Stupeur des intellectuels

L'idée de départ du sociologue et journaliste italien est juste. Elle peut paraître banale mais très souvent on l'oublie après l'avoir émisé: «*le problème est que nous avons tous perdu le fil de la trame, non seulement au niveau global, mais aussi au niveau local*». Nous assistons souvent à la lassitude à l'égard des théories explicatives et «*l'état typique de l'intellectuel progressiste est la stupeur... devant des personnages comme Berlusconi, Pym Fortuyn, Schwarzenegger, la déferlante de la téléréalité... le retour de l'intégrisme au cœur de la modernité*».

La démocratie n'est pas qu'un mécanisme institutionnel: elle peut tourner à vide et jouer le rôle d'attrapenigaud. Vous avez dit «*élections, piège à cons*»?

Da Empoli met en cause l'intellectuel de gauche classique qui a le culte du progrès et de la raison et il a des mots très durs à son égard: «*incapables de répondre aux aspirations et aux préoccupations d'une opinion publique brésilianisée, les forces progressistes ont permis que les réponses viennent d'ailleurs*». Comprenez que le prototype du politique qui sait en jouer est Silvio Berlusconi, ce qui n'est pas mal vu.

En fait, la question est cruciale pour à peu près tous les intellectuels, qu'ils soient de gauche, de droite, du centre ou d'ailleurs. Tous ont les mêmes présupposés, sauf quelques irrationalistes religieux. Faut-il lutter de toutes ses forces contre l'évolution qui nous mène vers une société sans autre idéal que celui de la fête au prix de

© AFP

la paupérisation et du crime? Les intellectuels n'aiment pas trop qu'on insiste sur les progrès de la corruption, c'est toujours un accident. Ne visons pas toujours Charleroi. Pour des raisons différentes, la situation espagnole par exemple est autant préoccupante à cet égard.

Fouetter la mer?

Faut-il alors s'en prendre à l'opinion publique? Bien rares sont ceux qui s'y essaient encore. C'est plutôt le règne de Michel Daerden, qui fait un tabac tous les jours. Pour Giuliano da Empoli, une telle attitude serait celle de l'empereur Xerxès qui, après sa défaite navale contre les Grecs à Salamine, ordonne de fouetter la mer. En fait, pour lui, la solution vient du carnaval lui-même dont les intellectuels ne veulent pas voir les vertus.

Le carnaval brésilien, c'est la démocratisation du plaisir, c'est la force «*qui a vaincu les totalitarismes au XX^e siècle*» et qui vaincra les intégrismes au XXI^e siècle.

Bref, la proposition est d'accepter la solution hédoniste qui peut être une société libre, dit da Empoli. Il se réfère au philosophe américain Richard Rorty mais Nietzsche n'est pas loin: à côté d'Apollon, il faut Dionysos.

Bien des laïques disent la même chose mais on en tire rarement les leçons politiques qui nous mènent bien loin des discours et des pratiques courantes.

Je reste persuadé que trancher le dilemme entre raison et carnaval n'est pas aussi simple mais mieux vaut se poser une bonne question que de débiter sans fin le bla-bla sur la démocratie comme un moine tibétain.

Patrice Darteville

¹ Giuliano da Empoli, *La peste et l'orgie*, Paris, Grasset 2006, 156 pages, 13,9 à 15,6 euros. Traduction de l'italien par Alain Sarrabayrouse. Édition italienne 2005.

Assemblée générale du CAL

Sage et passage

L'assemblée générale du CAL le 17 mars n'était en réalité vraiment pas comme les autres.

Son aspect «ordinaire» était très ordinaire. Le compte rendu budgétaire est devenu très simple même si nous continuons d'enrager sur l'exonération du précompte immobilier que l'on ne nous accorde pas clairement.

Nos activités, en ce compris celles des sept régionales, sont toujours aussi nombreuses et diverses mais Philippe Grollet a insisté sur la nécessité de créer une cohérence plus forte.

Le cœur de l'après-midi n'était pas là. Après dix-neuf ans de présidence, Philippe Grollet a reçu de l'assemblée générale, de nombreux responsables laïques et de personnalités politiques et religieuses (y compris le porte-parole des évêques) l'hommage qu'il méritait. Grâce à lui, la laïcité dite organisée a changé d'univers. Certains en sont si malheureux qu'ils disent tout de suite que nous n'avons plus rien à obtenir ou conquérir. Ce n'est pas notre opinion et nous ne sommes pas si repus.

Prenant effectivement la présidence, Pierre Galand n'a pas manqué de tracer les axes de l'avenir et des combats à mener. La société est en quête de sens et le mouvement laïque ne peut s'abstenir de contribuer à cette recherche. Pierre Galand a spécialement mis l'accent sur la nécessité d'internationaliser l'action laïque tant au plan européen que plus largement.

Les structures laïques internationales n'ont généralement pas la consistance nécessaire et le CAL ne peut manquer de veiller à les conforter.

Ceci ne veut pas dire que nos objectifs antérieurs sont atteints et Pierre Galand a mis autant l'accent sur l'égalité des sexes qui reste à conquérir que sur la lutte contre la paupérisation d'une partie de la société.

Bref, au cas où certains n'auraient toujours pas compris, ce n'est pas en faisant choix d'une nouveau président comme Pierre Galand que le CAL compte se complaire dans l'autocontemplation.

Patrice Darteville

→ Les septante membres de l'assemblée générale ont élu ou réélu comme administrateurs Gérard Bauwens et Michel Herpigny présentés par les régionales ainsi que Philippe Grollet, Benigno Rodriguez, Pierre Spehl et Serge Vandervorst.

© J. Jottard

Philippe Grollet, Pierre Galand et Éliane Deprost.

In memoriam

Pierre de Locht, hommage

«*Je crois profondément à l'exigence du libre-examen*». Cette conviction mena toute sa vie de prêtre, d'abord conseiller proche de Jean XXIII, assez révolutionnaire pour être ensuite totalement exclu par la revanche du cléricalisme conservateur. Une grande souffrance pour cet homme d'exception*, mais aussi une grande chance. Il fut littéralement happé par l'appel des communautés chrétiennes de base, où sa sagacité généreuse put excellemment se déployer. C'est au creux des problèmes de tous les jours vécus par le «Peuple de Dieu» qu'il rencontra l'humanisme ardent de la laïcité. Une rencontre qui bouleversa sa vie. Il écrit: «*La foi chrétienne doit se confronter au meilleur des autres convictions pour trouver sa propre plénitude [...]. Je ne veux pas être enfermé dans l'Église. La fine pointe de la foi se situe au plus intime de la personne humaine*».

L'humain pour lui était la vraie cible de la «mission lumineuse» de son Jésus des Évangiles. Pour le servir, il estimait que Rome devait s'ouvrir à une vraie perception de la sexualité, condition de l'Amour, devait ouvrir la prêtrise aux femmes et permettre le mariage des prêtres. Confronté, en ami, à l'audace généreuse de certains laïques, il devint l'allié déterminé de Roger Lallemand dans le combat ardu de la dépénalisation de l'avortement —«*la femme n'est pas une fonction, elle est une personne*», déclarait-il— et de l'euthanasie.

«*On y va* fut l'une de ses dernières paroles. Si son paradis existe, il y sera une âme d'exception.

Jacques Rifflet

* Rappelons que Pierre de Locht a accordé sa dernière interview à *Espace de Libertés* pour notre dossier de mars «*Incertitudes*»: il y répondait, avec Baudouin Decharneux aux questions de Stéphane Renard (n°351/mars 2007).

Russie: changement de jalons

À quelques mois d'importantes échéances électorales —législatives en décembre 2007 et présidentielles en mars 2008, les événements s'accélèrent en Russie. Une série criminelle obscure est peut-être l'indice d'une «stratégie de la tension»¹.

© AFP

Il faut désormais considérer qu'il y a, dans une «ère Poutine» encore inachevée, deux périodes distinctes, correspondant aux deux mandats du deuxième président² de la Fédération de Russie: 2000-2004 et 2004-2008³. De l'une à l'autre, un «changement de jalons»⁴ a bien eu lieu, qui s'est précipité en 2006, dans une cascade d'événements qui défont pas mal d'idées préconçues⁵.

Des résultats socioéconomiques

Après une décennie de régression, l'économie russe a connu, de 2000 à 2006, sept années de forte croissance (environ 6% par an), qui ont ouvert des perspectives inespérées. Trois facteurs l'expliquent. D'abord, la montée en flèche des cours mondiaux du baril de pétrole, qui a permis à la Russie (par la volonté de Poutine) de se libérer des dettes du Club de Paris et, dès lors, de l'étreinte du FMI. Un fonds de stabilisation (début 2007: près de 80 milliards de dollars) devrait garantir le pays des mauvaises surprises d'une chute des cours et d'investir dans des projets de modernisation. Ensuite, la dévaluation du rouble (en 1998). La chute consécutive des importations a facilité la reprise dans plusieurs secteurs d'activités industrielles et agroalimentaires. Enfin, la politique de plus en plus dirigiste du président Poutine qui

tente de «chevaucher le tigre» du capitalisme à défaut de pouvoir le tenir en laisse.

Le redressement n'a cependant pas aboli les tendances lourdes à la dégradation —baisse de la population, pauvreté de masse persistante, espérance de vie de niveau quasi africain, usure des équipements et des infrastructures. Or, la nouvelle classe possédante dominée par l'oligarchie des années nonante n'est pas une «bourgeoisie» entrepreneuriale comme l'Europe en a connu, ni même une oligarchie industrielle agissant de concert avec l'État comme aux États-Unis: c'est, pour l'essentiel, une couche parasitaire qui s'est contentée d'exploiter l'héritage industriel soviétique, de piller les ressources naturelles et de bâtir des fortunes dans les paradis fiscaux. L'association des banques russes estime la fuite des capitaux de 800 à 1 000 milliards de dollars en une petite décennie. Affronter cette «aristocratie off shore» associée à une bureaucratie corrompue était, pour Poutine, un pari risqué. On lui prête ce mot, lancé aux oligarques: «Tout ce que vous avez volé est à vous! Mais maintenant, il va falloir travailler pour le pays».

Vers un dirigisme économique d'État

Qui contrôle la rente pétrolière en Russie détient les sources de

la richesse et du pouvoir. Depuis la «révolution libérale» des Eltsine-Gaïdar-Tchoubaïs⁶, leurs privatisations, spécialement celles de 1995⁷, c'était le cas d'une poignée d'oligarques. Leur figure de proue, Boris Berezovski, tenta de sauver le régime en déroute après le krach de 1998 en promouvant Vladimir Poutine. Erreur fatale. Celui-ci, extraordinairement rusé, se débarrassa progressivement de ses «promotion» —plusieurs, cibles de poursuites judiciaires, sont en fuite mais toujours très actifs dans la «revanche» qu'ils espèrent contre Poutine⁸, tandis que le plus téméraire, le plus politique, Mikhaïl Khodorkovski, l'ancien patron de «Youkos», se trouve détenu depuis l'été 2003⁹. Les autres oligarques ont accepté l'autorité du nouveau président. Vladimir Poutine n'a cependant pas remis en cause, comme le souhaitaient une majorité de Russes, les «privatisations criminelles» des années nonante. Il a placé (et maintient toujours) aux leviers de commande de l'économie et des finances, respectivement, German Gref et Alexei Koudrine, des libéraux, et gardé comme principal conseiller économique, jusqu'à sa démission fin 2005, Andréi Illarionov, un adepte «libertarien» du «modèle chilien» (sous Pinochet). Membre du Cato Institute (USA) et proche de «Freedom house», il dénonce aujourd'hui Poutine comme le meneur d'une «internationale de dictateurs».

En quoi consiste le changement de jalons poutinien? Fin 2002, l'État ne contrôlait plus que 10% de la production pétrolière —il en est maintenant à près de 40%, tandis que ses parts dans le monopole gazier (Gazprom) sont montées de 38 à 51%. Souvent qualifiée de «renationalisation», cette reprise de contrôle des ressources est, de fait, caractéristique de nombreux pays producteurs d'hydrocarbures. Le deuxième changement serait l'avènement d'une politique d'investis-

sement public dans les nouveaux «projets nationaux» d'infrastructures, de santé publique, d'enseignement, la recherche —domaines où la Russie a terriblement régressé depuis vingt ans. «Serait», car cet «interventionnisme d'État» est contredit au sein même de l'aile libérale du gouvernement.

On a parlé —en Occident et dans les oppositions russes— de «néo-soviétisme» et d'«étatisme». Or, le nouvel interventionnisme d'État n'affecterait pas la tendance fondamentale à la libéralisation économique: privatisations de la terre et bientôt du secteur bancaire, ouverture (contrôlée) aux capitaux étrangers, y compris dans les secteurs stratégiques, résorption de l'«assistanat» social d'héritage soviétique.

Il faut donc plutôt parler de dirigisme d'État. Il s'agirait de former, dans les secteurs où ce pays dispose encore d'atouts sérieux (hydrocarbures, aluminium, nucléaire, aéronautique, armement), de grands groupes à capitaux mixtes, sous direction de l'État, à l'instar de ce qui s'est passé au Japon et en Europe au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, ainsi qu'en Corée du Sud sous la forme des «chaebols». On parle déjà du «chaebolisme» russe. Mais c'est encore prématuré.

Un régime plus autoritaire

Le régime russe, sous Eltsine, avait choisi dès 1993 un tournant autoritaire brutal¹⁰. Sans réussir pour autant à enrayer la désagrégation du pays, découlant du chaos économique. C'est ce que tente Vladimir Poutine au moyen d'une «vertical de pouvoir» à l'efficacité relative: gouverneurs désignés et supervisés. La répression en Tchétchénie est de plus en plus déléguée à l'administration tchétchène de Ramzan Kadyrov. Un quadrillage

militaro-policier de tout le Nord-Caucase est en place pour prévenir toute nouvelle dérive séparatiste ou «islamiste». Dans ces régions du bassin pétrolier caspien, proches de l'Iran et de l'Irak, les oligarques réputés «libéraux et pro-occidentaux» ont été privés des empires médiatiques qui ont donné le ton de 1991 jusqu'à aujourd'hui. L'opposition libérale radicale ne contrôle plus que quelques médias d'élite moscovites, certes influents, comme le quotidien «Kommersant» et la radio «Ekho Moskva». Le Parlement (Douma et Conseil de la Fédération) est devenu une chambre d'entérinement: les opposants libéraux n'en font plus partie (faute d'avoir atteint la barre des 5% aux élections de 2003) et les communistes y sont affaiblis, le Kremlin disposant maintenant d'une majorité quasi automatique. Le pouvoir tente également de domestiquer «la société civile» des ONG, dont les financements extérieurs, américains surtout, sont jugés «suspects» car «téléguidés» depuis Washington: c'est la leçon tirée des «révolutions colorées» en Géorgie, en Ukraine et au Kirghizstan, des tentatives avortées en Arménie et en Biélorussie.

Enfin, le Kremlin met en place un nouveau parti, «Russie Unie», qui espère plus de 50% des voix aux législatives de décembre 2007 (les opposants libéraux et communistes étant largement marginalisés) et se voit «parti dirigeant» pour vingt ans. Des politologues parlent de son idéologie «libérale-conservatrice» et citent le précédent du parti libéral qui dirigea le Japon après 1945. Il est encore trop tôt pour juger de la consistance d'un tel projet.

L'évolution en Russie est articulée à celle du monde global. La dégradation récente des relations Moscou-Washington fait parler de «nouvelle guerre froide». Il s'agit, en réalité, du mode d'intégration de la Russie au système mondial, du contrôle des ressources, de la «bonne gou-

vernance». Sur ces trois chapitres, l'attitude conciliante du Kremlin et des principaux oligarques dans les années nonante a fait place à des «résistances» de la part d'un pays qui prétend user de sa «puissance énergétique» pour influencer l'espace ex-soviétique et la diplomatie aux Proche et Moyen-Orient. Escarmouches de parcours ou résurgence d'un «particularisme» russe sur la scène mondiale? Cela reste à voir. ■

Jean-Marie Chauvier

¹⁰ La dissolution, puis le blocus et le bombardement du parlement rebelle en octobre 1993, la Constitution instaurant le régime présidentiel en décembre et l'année suivante, la première tentative de reconquête de la Tchétchénie.

→ Pour en savoir plus (Ouvrages en langue française)

- Jean-Pierre Pagé, Julien Vercueil, *De la chute du Mur à la nouvelle Europe - Économie politique d'une métamorphose*, L'Harmattan 2004.
- Une analyse critique et rigoureuse, sans égale, des réformes à l'Est.
- Philippe Sébille-Lopez, *Géopolitique du pétrole*, Armand Collin 2006.
- Gérard Chaliand, Annie Jafalian (dir), *La dépendance pétrolière*, Universalis, 2005.

Des éclairages sur les enjeux énergétiques, en ex-URSS, l'affaire Youkos etc. (voir aussi Espace de Libertés n°347/novembre 2006. Énergie: les appétits et les confrontations).

• Viatcheslav Avioutskii, *Géopolitique du Caucase*, Armand Collin, 2005.

Les questions tchétchène et caucasienne, sous toutes les coutures et avec tous les points de vue.

Il existe de nombreux ouvrages intéressants et de tendances diverses, en langue russe, qui ne trouvent guère d'éditeurs en Occident.

De Stendhal à Vailland en passant par Dubois

L'irrespect, une valeur commune, au-delà des époques...

Stendhal est à bon droit considéré comme l'un des pères fondateurs de la modernité littéraire, définie entre autres, au-delà de la rupture qu'elle proclame avec la tradition, par sa propension à représenter une nouvelle catégorie de héros. Héros en rupture de ban, étrangers dans leur propre société et dont le regard est d'autant plus perçant, d'autant plus «décapant», qu'il procède du sentiment d'être déshérités. Créateur de Julien Sorel, de Fabrice Del Dongo et de Lucien Leuwen, mais aussi d'Armance, de Lamiel, de Louise de Rénal et de Mathilde de la Mole, Stendhal a imposé dans le paysage esthétique et rhétorique français des figures ambivalentes qui ont influencé les romanciers jusqu'à notre époque. Pour reprendre une caractérisation forgée par un historien et critique irlandais, Peter D. Tame¹, l'auteur de *La Chartreuse de Parme* a bel et bien engendré le type du «héros idéologique», avec tout ce que cela suppose d'ambiguïté, de vulnérabilité, de nostalgie suspecte et d'inefficacité, voire de schizophrénie politique. À l'enseigne du romantisme juvénile, certaines de ces figures communieront à des degrés divers, et avec plus ou moins de conscience, dans le souvenir du père sublimé, Napoléon, incarnation pour elles de la Révolution honnie par les classes dominantes de la Restauration et de la monarchie de Juillet.

Mais Stendhal ne fut pas seulement un romancier «politique» reconnu comme tel par les meilleurs de ses exégètes. Son œuvre appelle dans la foulée une lecture sociologique au sens où elle découle elle-même, et tire toute sa force vive,

des observations effectuées par un sociologue avant la lettre. Le romancier pense déjà en termes de classes et de distinctions de classe, anticipant sur les analyses de Pierre Bourdieu, de la même façon que Marcel Proust, son continuateur dans l'étude des salons, anticipera sur celles d'Erving Goffman, expert de la «*mise en scène de la vie quotidienne*»². En d'autres termes, Henri Beyle dit Stendhal porte à des sommets malaisément dépassables le rôle de démythificateur patenté dont se chargent traditionnellement les romanciers réalistes. Tel est le point de départ du dernier livre de Jacques Dubois, professeur émérite de l'Université de Liège³: dans le *Roman du réel*, la fiction est révélatrice et les personnages centraux remplissent une fonction de catalyseurs; le lecteur est soumis au régime déstabilisant du mentir-vrai, à charge pour lui de se donner bonne conscience en se répétant que ce qu'il vient de lire n'est rien d'autre qu'une illusion romanesque. De ce point de vue, il semble y avoir chez Stendhal une forme de perversion comparable, même si, bien sûr, elle n'est nullement d'une intensité équivalente, à celle que déploie le marquis de Sade dans certains de ses romans les plus captieux: comme une invite cachée à la subversion.

Si Jacques Dubois ne va pas jusqu'à ce type de comparaison, il constate d'emblée chez le romancier l'interénétration entre la sphère politique et la sphère érotique: «Pour le romancier, un seul et même désir commande aux deux sphères, au gré d'une érotisation du politique et d'une politisation des relations amoureuses, se réclamant l'une et l'autre du

républicanisme stendhalien». Tout se passe comme si l'auteur s'avanceait masqué, comptant sur la ruse, l'art de biaiser, pour faire triompher la vérité. Cet auteur-vengeur qui parasite le genre littéraire dont il se réclame, il faut avoir l'oreille fine pour bien l'entendre. Jacques Dubois est un mélomane chevronné qui sait se rendre et nous rendre réceptifs à la musicalité ironique de la phrase stendhalienne, fondée sur la litote, le resserrement expressif. Sa jubilation est contagieuse, elle incite à relire Stendhal pour s'en faire un allié ici et maintenant.

Au double langage du romancier répond en effet le double jeu de ses héros, marginalisés malgré eux, conquérants détrompés qui n'auront bientôt plus d'autre choix intellectuel que celui de «l'observateur participant». Multipliant les figures d'intrus ou d'imposteurs (Sartre aurait parlé d'«irrécupérables»), Stendhal représente et du même coup enseigne l'art de résister à une société bloquée, marquée —après une cure de «restauration»— par la régression sociale et le règne de l'argent roi, «l'égoïsme à courte vue des élites». À suivre attentivement Jacques Dubois dont l'ouvrage fonctionne souvent comme un miroir déformant, il paraît clair que son enseignement n'a rien perdu de sa puissance transgressive. Certes, les blocages se sont déplacés, les hiérarchisations d'antan ne sont plus les nôtres et la course à la distinction revêt désormais d'autres formes, mais la question de l'ennui, générée par la pensée unique, l'obsession de l'économie, demeure centrale sous nos yeux postmodernes. On s'attend dès lors à voir surgir autour de nous de nouveaux «primitifs» au sens stendhalien, gens métissés, bâtards, flottant entre les catégories, petits bourgeois en mal d'appartenances prestigieuses, de positionnements flatteurs et dont le défaut de fixité fait le charme, mais aussi, hélas, le malheur.

Entraînés par les analyses bien ajustées de Jacques Dubois, il est tentant d'envisager Stendhal comme un maître à écrire, et ses romans comme autant d'«hypertextes», de modèles à partir desquels se sont élaborés d'autres textes⁴. Le 16 octobre 2007, il y aura cent ans que naissait Roger Vailland. Et l'occasion est belle de relire ce héros de l'ambivalence comme un romancier stendhalien dont certains personnages, bien que dans un tout autre contexte, ont emprunté la voie oblique tracée par le maître pour régler ses comptes avec lui-même et avec la société de son temps. Communiste jusqu'en 1956, l'année où paraît *Le rapport Khrouchtchev* qui dénonce les crimes de Staline, Roger Vailland publie en 1945 *Drôle de Jeu*, couronné aussitôt par le Prix Interallié. Drôle de Jeu, drôle de guerre, drôle de résistance: sachant qu'il manipulait un matériau sensible, l'auteur s'est empressé de prévenir toute interprétation historique ou polémique de son récit.

Non il ne s'agissait pas pour lui de faire «un tableau de la Résistance». De fait, l'une des vertus majeures du livre, c'est que, se soustrayant à toute récupération commémorative, il est susceptible, aujourd'hui même, de choquer la bien-pensance ordinaire qui dissimule ses faiblesses politiques sous la vêture avantageuse du résistancialisme. Comment concilier libertinage et engagement? Vailland, reconnaissons-le, arrive malaisément à concilier les contraires, mais c'est ce qui fait tout le prix de son livre qui démontre par la bande que la vraie littérature n'est pas soluble dans la politique, si généreuse qu'elle se veuille. Comme l'écrivain se sert de ses personnages pour incarner ses tendances contradictoires et comme l'écriture représente pour lui une forme d'exorcisme⁵, l'impression dominante n'est pas celle que pourrait nous laisser la lecture d'une épopee. Avec Vailland, on est aux antipodes du réalisme socialiste (qui s'en plaindrait soixante ans

plus tard?) et il y a loin, très loin, de la réalité romanesque au dessein revendiqué de peindre l'héroïsme bolchevik⁶.

Influence de Stendhal? Cela ne fait aucun doute. Dans la bouche du libertin Marat, la figure du roman dans laquelle il a mis le plus de lui-même et de ses combats intérieurs, Vailland a glissé cette réflexion qui a valeur de manifeste: «Pour moi, ce qui est essentiellement, typiquement français dans notre littérature, ce qui est unique, inimitable, irremplaçable, c'est *Retz, Laclos et Stendhal*. J'y ajouterais peut-être *Sade*, —que je place en tout cas au premier rang des grands lyriques de tous les pays et de tous les temps,— ce qu'il a de bien français, ce qui l'apparente aux précédents, c'est sa prodigieuse faculté d'irrespect». L'irrespect tel que le pratiquait Vailland passait par le brouillage des cartes, une manière d'aimable duplicité, dont les personnages de Stendhal, champions de l'insolence, offrent plus d'un exemple. À la fin de la guerre de quarante, l'idée que le futur romancier de *Drôle de Jeu* se faisait du créateur de *La Chartreuse de Parme* s'exprime dans une note assez singulière: «En 1944, Stendhal serait évidemment un affreux communiste; comme tout le ridicule qu'il attribue aux républicains du temps de Louis-Philippe s'applique aux gaullistes; ce serait un communiste qui ne lirait pas sans plaisir "Je suis Partout"»⁷. Etonnante réflexion politiquement incorrecte (*Je suis partout* étant, rappelons-le, l'un des organes de la Collaboration⁸!). Décidément le «stendhalisme»— si l'on peut se permettre ce néologisme— a d'abord pour fonction, un tantinet périlleuse, de contrarier la psychorigidité. Il le doit sans nul doute à sa part féminine (dans l'œuvre de Stendhal, Jacques Dubois insiste à plaisir sur «la montée des femmes» et sur la place de l'amour comme rival et subversion du politique). En tout cas, l'humour qu'il communique à ses fidèles aura toujours, il faut le craindre, le défaut impardonnable d'irriter les donneurs de leçon professionnels. ■

Michel Grodent

© AFP/R. Violet

Stendhal par Sodermark. Le romancier anticiperait les analyses de Pierre Bourdieu.

⁴ C'est la thématique de la littérature au second degré, traitée par Gérard Genette dans *Palimpsestes*, Éditions du Seuil, coll. Poétique, 1982.

⁵ Commentant les *Écrits intimes*, véritable journal de bord de l'écrivain (Gallimard, 1968, p. 79), Jean Recanati pointe ce mécanisme d'exorcisation de soi-même, via les personnages, qui joue dans les romans de Vailland.

⁶ Cf. *Écrits intimes*, p. 486 (année 1956): «Le bolchevik m'avait paru par excellence l'homme de mon temps, et je pensais que c'était sur lui que je devais me modeler, si je voulais vraiment vivre mon temps, et lui que je devais parvenir à peindre, dans toute sa réalité, si je voulais être un écrivain qui dure, c'est-à-dire qui a peint, dans son essence, le monde de son temps».

⁷ *Écrits intimes*, p. 90. Nous respectons la ponctuation.

⁸ Brasillach qui avait bien connu Vailland en fut le rédacteur en chef.

Pascal Bruckner – *La tyrannie de la pénitence*

Résistance et non pénitence

points de vue revigorante et interpellante du nouveau livre de Pascal Bruckner. Et l'on sait que, selon son habitude, le philosophe-romancier n'y va pas avec le dos de la cuiller quand il veut nous mettre devant nos responsabilités ou nous réveiller d'un sommeil idéologique coupable. Avec style percutant à l'appui.

De quoi s'agit-il exactement dans ce pamphlet mené tambour battant? La ligne directrice en est limpide: «*Nos crimes passés nous intiment [à nous Européens] de garder bouche close*». Puisque notre histoire ne serait qu'un fleuve de sang —dont les caillots les plus visibles se nomment croisades, colonisation, esclavage, fascisme, nazisme, communisme, guerres, génocide—, nous n'avons nul droit de nous présenter comme des parangons de vertu démocratique, encore moins d'adresser des remontrances à un monde que notre appétit de domination a contribué à humilier dans son tréfonds. Le Vieux Continent a tellement intégré ce sentiment de culpabilité que, revêtu d'un costume de pénitent et macérant dans la honte de soi, il ne fait plus que s'adonner, avec une délectation masochiste, à une autoflagellation des plus suspectes. Bref, «je suis coupable» serait désormais son antienne préférée.

Mais, estime Bruckner, cette propension à la repentance ne manque pas d'avoir des conséquences fâcheuses. Constituant «l'alibi de notre abdication», elle nous permet de «mieux [nous] tenir à distance» de l'Histoire, celle qui s'avance «avec sa grande hache» (Georges Perec). Elle nous empêche aussi de prendre toute la mesure des barbaries en cours, qu'elles se produisent dans notre pré carré ou ailleurs, en premier lieu celles dont se rendent responsables les «fous de Dieu» au nom d'un islam dévoyé et politiquement instrumentalisé. Et l'auteur d'appeler de ses vœux la formation d'une grande chaîne d'assistance à tous les rebelles du monde islamique, modérés, incroyants, libertins, athées.

Même si *La tyrannie de la pénitence*¹ se présente inmanquablement comme la suite de son essai *Le sanglot de l'homme blanc* (1983), on aurait tort de se priver de la lecture à tous

© AFP/R. Violet

Notre vieux continent est trop enclin à une autoflagellation des plus suspectes. *Sainte Madeleine pénitente* par Titien – Florence.

On peut évidemment se cabrer et lui intenter un procès en suspicion, lui reprocher d'avoir viré sa cuti ou d'être devenu fan de Sarko, le stigmatiser vite fait de «nouveau réactionnaire», voire lui reprocher de façon plus triviale de «cracher dans la soupe». Sans parler de son pro-américanisme supposé primaire. C'est que penser contre soi-même est rarement bien reçu dans le lancerneau intellectuel parisien où la gauche, après 1945, s'est arrogé le monopole de la conscience tandis que la droite s'y réservait le principe de réalité.

Même si *La tyrannie de la pénitence*¹ se présente inmanquablement comme la suite de son essai *Le sanglot de l'homme blanc* (1983), on aurait tort de se priver de la lecture à tous

schismatiques, comme on soutint jadis les dissidents d'Europe de l'Est. Il est urgent de soutenir ces voix divergentes plutôt que de nous aveugler sur la nature exacte du fondamentalisme religieux révolutionnaire. L'Europe aurait donc tout faux? Non, bien sûr, car elle a su se remettre en cause, parfois jusqu'à l'autodestruction d'ailleurs, alors que d'autres aires civilisationnelles répugnent encore aujourd'hui à ce travail d'autocritique. Mieux, elle est parvenue à mettre fin aux tueries fratricides qui, durant des siècles, l'ont impitoyablement déchirée. Mais, à l'heure d'un monde en proie aux turbulences, elle n'a pas à se débiner ou à filer à l'anglaise; au contraire, elle doit sortir de sa «mauvaise conscience paisible» et, en toute lucidité, oser se coltiner au présent. Sans quoi elle laissera durablement à d'autres, États-Unis et puissances mondiales émergentes, le soin de dicter seuls l'agenda géopolitique. «*Encore faudrait-il que l'esprit de pénitence n'étouffe pas en elle l'esprit de résistance*»...

Le nouvel essai de Bruckner, auteur prolifique comme chacun sait, ne se limite donc pas à un réquisitoire. Il offre maintes propositions d'avenir, le plus souvent portées par des formules éblouissantes ou véhiculées en des phrases sonnant comme des aphorismes. On ne sera pas étonné qu'il appelle à un rapprochement entre les deux rives de l'Atlantique, l'Amérique n'ayant pas déserté pour sa part le champ de l'Histoire en train de se faire (au prix certes d'abus —qu'il dénonce— du «lobby néo-impérialiste influent à la Maison-Blanche»). Il invite également la France à sortir de son «dolorisme d'enfant gâté» et l'Occident à renouer «avec la richesse subversive de ses idées, la vitalité des principes fondateurs». Hommage à l'actualité des Lumières, en somme. ■

Henri Deleersnijder

Loisir et distinction

Les genres littéraires sont de moins en moins clairs. Jean-Loup Seban, professeur à la Faculté de Théologie protestante de Bruxelles¹, nous livre un essai satirique qui est également une sorte de fiction historique.

Son ouvrage, *Otiose ou l'honnête ociosité vengée*² porte sur ce que les Anciens appelaient *l'otium*, qui n'est pas tout à fait le loisir. Son contraire, le *neg-otium*, désigne toute activité concrète et marchande. L'*otium* n'est pas exactement la paresse, c'est la libre occupation du citoyen aux affaires de l'esprit et de la cité.

Jean-Loup Seban met en scène avec esprit un patricien, wallon protestant dans une cité hollandaise, dans le courant de l'automne 1765. *Otiose*, tel est son nom, disserte avec plusieurs amis de problèmes philosophiques et religieux. Ces discussions portent sur tout, sur la franc-maçonnerie, dans laquelle on veut entraîner *Otiose*, qui se défend, du matérialisme, etc...

C'est surtout une critique de l'idéologie protestante du travail et du culte du commerce et de la banque,

depuis que Calvin a autorisé le prêt à intérêt jusqu'à 5%.

L'esprit du livre est clair: «*Qu'elle soit romaine ou sarrasine, la théocratie distille toujours un esprit d'intolérance*».

Mais la moitié de l'intérêt du livre est dans sa forme. Jean-Loup Seban est un véritable humaniste, à l'inventivité de langue débordante. Il écrit (au second ou troisième degré) dans une langue faussement d'époque, alternant archaïsmes et néologismes archaïsants dans un feu d'artifice de mots (parfois complexe).

Dans sa fabrication même, le livre en outre révèle son auteur. Il est imprimé sur papier bouffant par le maître imprimeur Magermans à Andenne, une référence bibliophile. ■

Patrice Dartevelle

1. Jean-Loup Seban est également membre du comité de rédaction de *Vivre*, revue publiée par les Éditions Espace de Libertés.

2. Jean-Loup Seban, *Otiose ou l'honnête ociosité vengée*, Magermans à Andenne, 2006, 230 pp., 20 euros.

Éducation pour tous

Des plumiers solidaires pour le Congo

Aller à l'école est un droit, mais pour beaucoup d'enfants dans le monde, cela ne reste qu'un rêve...

Participez à la campagne «Éducation pour tous en RDC» de l'asbl LHAC (Laïcité et Humanisme en Afrique Centrale) et contribuez à renforcer l'enseignement public en RD Congo... en parrainant des plumiers en bois décorés par des écoles du fondamental de Bruxelles, qui seront envoyés à nos écoles partenaires à Kinshasa.

Il y a en tout 2 500 plumiers. Plus de 600 ont déjà été parrainés... il reste donc encore pas mal «d'orphelins»!

Infos: www.ulb.ac.be/cal/hac/événements.html – 02/649.00.36

Le rêve européen

Des associations et groupes laïques ont rêvé de pouvoir vivre en paix dans une Europe démocratique, respectueuse de la liberté de chacun, une Europe laïque. Le cinquantenaire du Traité de Rome leur donne l'occasion de faire partager leurs rêves et de le proposer comme idéal de l'Union européenne.

La Fédération humaniste européenne (FHE) a recueilli les différentes contributions dans un petit ouvrage de la série «*Clés pour un humanisme européen*»¹ qui a été présenté au cours d'une conférence de presse à Bruxelles, le 26 mars dernier.

La séance s'est déroulée sous la présidence de Philippe Busquin, député européen et commissaire européen dans l'équipe de Romano Prodi, qui a déclaré:

«*Je suis particulièrement heureux de m'associer à la présentation de l'ouvrage "Le rêve européen" et de la déclaration de Bruxelles. Il est urgent et indispensa-*

ble que l'idée européenne faite d'ouverture et de tolérance soit confirmée 50 ans après la signature du Traité de Rome dans un texte qui unira tous les citoyens vers le futur...».

Le président de la FHE, l'Anglais David Pollock, a souligné que les valeurs présentées sont partagées par un très grand nombre d'Européens. La FHE, comme ses associations membres et partenaires, défendent le principe selon lequel «*les institutions publiques, qu'elles soient un village ou l'Europe entière, doivent être organisées selon les principes de la laïcité*».

Le secrétaire général de la FHE a ensuite détaillé les contributions provenant notamment des Cercles Condorcet de Picardie, du Douaisis, du CAL et de la FHE. ■

Georges C. Liénard²

1. *Le rêve européen* est disponible sur demande à la FHE et au CAL à Bruxelles – tél: 02 627 68 11.

2. Secrétaire général de la FHE – fhe@ulb.ac.be – tél: 02 627 68 90.

L'École Decroly a cent ans

Un laboratoire d'enseignement

«Et si on créait une nouvelle école, une école expérimentale pour nos propres enfants et d'autres?». Telle fut, au début du XX^e siècle, la demande de plusieurs collègues ou amis du docteur Decroly. Ce médecin, intéressé par la pédagogie et la psychologie, avait déjà fondé, d'abord dans sa propre maison, rue de la Vanne à Bruxelles, un institut avec internat, pour les enfants irréguliers. Il y expérimentait, avec succès, des méthodes actives inspirées des courants progressistes, notamment des idées de «projets», appliquées par le pédagogue Dewey à Chicago.

Par ailleurs, les amis d'Ovide Decroly jugeaient trop passif l'enseignement officiel donné à leurs enfants, même si ce réseau laïque avait déjà fait du bon travail.

Soutenu par ses amis et des enseignantes dévouées et clairvoyantes, Decroly ouvre en 1907 une école expérimentale mixte pour élèves ordinaires de 4 à 14 ans. Elle va abriter, rue de l'Ermitage, à Ixelles, dans une ancienne maison de campagne, les classes et une salle de gymnastique et de musique. À l'arrière, un grand jardin en terrasses où les élèves cultivent des plantes et élèvent quelques animaux. Le bâtiment existe toujours. Il se trouve à

Ovide Decroly.

* Sur ce projet précis, cf. le témoignage d'une élève decrolyenne (1926-1937) – Tome II, pp. 32-34, par J. Smolski, Édition du Centre d'Études decrolyennes.

- Un colloque: «100 ans plus tard, toujours actif?», les 24 et 25 avril 2007, sur l'actualité des méthodes actives. Il se tiendra notamment à l'ULB et sera ouvert par le professeur français Philippe Meirieu.
- Les journées Decroly: les 27 et 28 avril 2007. La période 1907-2007 à l'école.
- Un livre: *Cent ans, sans temps: portraits d'anciens et abécédaire des principes de l'école*. Parution le 12 mai.
- Une fête réunira le 12 mai les diverses générations decrolyennes.

Pour toutes informations: consulter le site www.centenaire-decroly.be - adresse de l'école: drève des Gendarmes 45, 1180 Bruxelles - Tél. 02 374 17 03 - edecroly.2119@ensirisnet.be

l'arrière d'un des édifices de la Fondation pour l'Architecture, construit bien après le déménagement de l'école à Uccle, avenue Montana, en 1927. C'est alors, semble-t-il, que le nom d'École Decroly-l'Ermitage s'impose définitivement.

L'enfant est un tout

Basée sur l'activité et les intérêts des élèves, la pratique s'est élaborée sur le terrain et a évolué constamment, toujours dans une atmosphère de confiance et d'écoute mutuelles.

Les principes de base s'élargissent: intense participation fondée sur l'effort personnel, suivi avec conscience par les enseignants, fréquents travaux en équipe, co-éducation, c'est-à-dire mixité, coopération intellectuelle entre adultes et enfants dans une ambiance de recherche scientifique rigoureuse, qui n'exclut ni gaieté ni humour.

L'école expérimentale était donc bien un laboratoire, menant de front, le mieux possible, enseignement et éducation, utilisant déjà les données de la psychologie. Du laboratoire, elle a gardé l'aspect expérimental, sans entraver le cours prescrit des acquisitions nécessaires à toute formation. Elle inaugure, dans les activités théâtrales notamment, le travail en groupe, entre les classes; elle crée une association de parents, prend l'initiative de mettre sur pied des organisations d'élèves élus, dès les petites classes comme les «capitaines» ou «les États généraux»* animés par les grands.

Dans le travail scolaire même, un certain esprit de jeune «chercheur» critique, en quête de «documents» complémentaires, proposant ou approfondissant un sujet.

La redécouverte personnelle, encouragée par des enseignants sages, a souvent permis à un élève de dépister et de reformuler des lois et des règles en physique ou en

langues, par exemple. Et les hésitations, voire les échecs, soulignent les difficultés tout en introduisant la notion de doute et en renforçant la vérification.

Des collaboratrices efficaces et motivées ont épaulé le fondateur. Issues d'Écoles Normales traditionnelles, institutrices et régentes s'initiaient quelque temps à l'Institut Decroly. Ensuite, elles développaient leur pratique à l'école. Pas de classement d'élèves, ni de rivalités stériles, mais une solidarité et une émulation créatrices. Encouragés à l'effort, les élèves étaient jugés d'après leurs propres progrès. Tant que son état de santé le lui a permis, le docteur Decroly a assisté aux réunions pédagogiques passant dans les classes ou dans le jardin, écoutant les élèves, s'intéressant tant à leurs succès qu'à leurs difficultés.

Épuisé par le travail et les responsabilités qu'il assumait dans d'autres domaines, il disparaît à 61 ans, en septembre 1932, d'une défaillance cardiaque, peu après le 25^e anniversaire de l'école.

Au cours de cette même année scolaire, un nouveau jalon allait être posé: la sortie, en juillet 1933, de la première classe terminale des humanités.

Malgré l'intérêt que lui accorde la bourgeoisie progressiste, la «méthode Decroly» suscite néanmoins une certaine hostilité dans l'opinion publique et le monde enseignant.

La concurrence des réseaux va empêcher la reconnaissance officielle de l'école, que combattent les représentants de l'enseignement catholique. Elle est toujours aujourd'hui — avec 1 000 élèves — un établissement «libre subventionné non confessionnel» (statut qu'elle partage avec l'Université libre de Bruxelles...).

Georgette Smolski

Journalistes

Un prolétariat intellectuel

On avait le slogan «chômeurs, pas chiens»... voici le temps des «pistes, pas pigeons»! Incantation désespérée ou cri de révolte? L'AJP édite son *Livre Noir*¹ des journalistes freelance. Noir comme la colère.

Les médias de Belgique n'ont pas échappé au diktat des actionnaires et autres mandataires parfois plus présents dans les rédactions que les journalistes eux-mêmes. En perte de crédibilité, attaqué par les autres pouvoirs qui ont aussi appris à communiquer (ou à désinformer), le scribouillard «qui connaît bien chaque ruelle du village» a remplacé le journaliste comme rouage économique de très faible valeur ajoutée: c'est le triste constat de l'Association (très prudente en général) des Journalistes professionnels (AJP). Jean-François Dumont, journaliste de renom et professeur à l'École de journalisme de Louvain a réuni quelques plumes qui dénoncent sans servilité mais de façon factuelle le «crash» annoncé du journalisme précaire. Du journalisme tout court?

Galère

Depuis dix ans et la disparition de la presse francophone indépendante de gauche, 120 emplois sont perdus par an, et les chiffres augmentent. L'autrefois honni publi-rédactionnel est loué et s'appelle aujourd'hui «Gastro» ou «Déco», et a gagné ses lettres de noblesse dans des magazines qui ressemblent de plus en plus à des catalogues IKEA.

En 2007, il y a donc peu de médias sérieux à supprimer. Les «managers» se bornent à serrer les vis, renvoyant les pigistes à leurs chères études et demandant aux permanents de nettoyer leur bureau eux-mêmes, de partir «moins souvent» en voyage de presse. Les conférences de presse sont également déconseillées: trop long. Le nombre de pages rédactionnelles diminue aussi en faveur du «prêt-à-penser». Un pigiste si-

au rédactionnel» note Dumont: «et on appelle la manœuvre "service de presse", le comble!». «À force d'intégrer avec zèle les "contraintes économiques de l'entreprise", les décideurs "oublient" donc les règles essentielles»².

Dès lors, Internet s'affiche comme une source alternative d'information, avec à boire et à manger, et pour vraiment pas cher. De nombreux amateurs «se piquent de journalisme», accélérant la perte de crédibilité générale.

«Le système n'a plus besoin de journalistes. Les journalistes ont perdu leur spécificité [...]. Aujourd'hui, toutes les institutions produisent de l'information, et tous les individus peuvent en produire à l'échelle planétaire», écrivait déjà en 1999 (!) I. Ramonet, du *Monde Diplomatique*.

Car — soyons honnêtes — le journaliste aussi est responsable. Il a renoncé à rendre le monde un peu plus intelligible, et surtout renoncé au lien de confiance qu'il nourrissait de fait avec son public.

Aujourd'hui, un journaliste sur quatre est sous statut d'indépendant, souvent par obligation et non par choix.

L'ouvrage s'achève sur les pistes d'action de l'AJP pour endiguer la précarité des pigistes: limiter le nombre de candidats journalistes, réguler les stages, établir des tarifs équitables — et les faire respecter —, améliorer le statut fiscal et social... ■

Olivier Swingedau

¹ Le *Livre Noir* est une coédition de l'AJP (qui rassemble quelque 2500 journalistes professionnels) et des Éditions Luc Pire, Collection «Voix d'accès», 104 p., 2006, 14 euros. La campagne et le site www.pigistepaspigeon.be - Voir aussi le site www.acrimed.org.

² «Journalisme: une certaine mort annoncée» in *Politique*, n° 37, décembre 2004.

«Ils n'en mouraient pas tous, mais tous étaient frappés».

«Les Animaux malades de la peste», Livre 7, La Fontaine, Fables

Comprendre l'Univers, enfin?

De l'incoercible tendance des physiciens à rechercher une «théorie du tout»...

La multiplicité des dieux, chez les anciens, représente la diversité des forces, actions et influences auxquelles ils se sentaient soumis dans leurs rapports entre eux et avec le monde auxquels ils se confrontaient ou qu'ils observaient. Lentement, cette fonctionnalité complexe des rapports des humains avec la «Nature» s'est décantée en divinités principales, secondaires et leurs intercesseurs à l'image de l'organisation pyramidale de la société: roi, ministres, fonctionnaires. Le sens de la filiation et de la finalité a poussé les humains à rationaliser et hiérarchiser leurs rapports interactifs vers le monothéisme. L'Église catholique, qui marque profondément notre formation, se considère comme un achèvement de cet «ordre de l'univers» avec son dieu «unique et omnipotent»... astucieusement tricéphale, aidé dans ses desseins par une cohorte d'anges, de saints et de bienheureux et contrarié par Satan et ses légions démoniaques! À l'échelle terrestre, il a son représentant «infaillible» et «coopté», le Pape romain, (père du peuple), entourés de ses prêtres et moines (commissaires politiques) et suivi d'une foule de fidèles (*vulgam pecus*) soumis et plus ou moins éclairés (militants de base). À cette aune, le monothéisme des protestants est dépouillé et plus directement représentatif du «peuple de dieu» alors que l'islamisme n'est qu'une réformation parmi d'autres. La pensée rabbinique, de loin plus antérieure,

figure à beaucoup d'égards le monothéisme radical. C'est ainsi que le monothéisme prétend être la vision la plus avancée des progrès moraux de l'esprit humain. Reflet de l'organisation sociale à moins que celle-ci ne soit à l'image de l'ordre divin? Orgueil démesuré ou incapacité génétique d'objectiver? Aussi ne doit-on point s'étonner de cette incoercible tendance des physiciens à rechercher inlassablement une «théorie du tout», à l'image de ces théologiens exemplaires qui ont déposé le globe dans la main de Dieu. Les premières théories physiques rationnelles semblent être nées en Asie Mineure, dans les colonies ionniennes du VII^e au IV^e siècle avant notre Ère. Elles ramènent le «tout» aux interactions entre Terre, Air,

Eau et Feu. Progressivement, sous les critiques des atomistes (Démocrite, Lucrèce) et les découvertes technologiques (d'Archimède à Léonard De Vinci), puis celles des «alchimistes» (arabes, notamment), la physique traite séparément des diverses propriétés de la Nature et tente de les inscrire dans un formalisme (mathématique) qui fait apparaître similitudes et symétries. Vient Newton (physicien, astronome et alchimiste) qui identifie une première force organisatrice du macrocosme: la «gravitation universelle» qui opère sous l'œil bienveillant d'un «Grand Horloger». Pour les contemporains, la gravité lie «tout» en un «grand tout». Deux siècles plus tard, triomphant l'atomisme (enfin!) et l'électricité. Ils font apparaître une force de liaison nouvelle, non moins univer-

selle, qui gouverne principalement le microcosme. Dorénavant, deux forces primordiales entrent en action et «attirent à distance». Cette distinction paraît inconvenante aux esprits rationnels, planificateurs et unificateurs.

À la théologie monothéiste, désormais réservée (?) au domaine spirituel, se substitue, dans le domaine matériel, l'obsession einsteinienne d'unification des forces de la «Nature»: la théorie du tout, l'équation unique, le Saint) bole. Un nouveau Graal!

Hélas, la physique nucléaire et l'étude des «rayons cosmiques» mettent à jour des forces plus intimes encore au sein de structures matérielles de plus en plus petites et de plus en plus primordiales. De la radioactivité et de la nucléosynthèse émerge le ciment qui lie les particules au sein du noyau atomique: la force électrofaible qui attire les particules jusqu'à une certaine distance limite puis les repousse quand on tente de la réduire. S'impose, dans le même temps, un concept d'univers évolutif et «en expansion» (observée et mesurée!) qui a connu une phase de très haute compacité et très haute énergie suivie du fameux «big-bang». On tente aujourd'hui de simuler cet état des choses dans les grands accélérateurs de particules. Celles-ci se découvrent bien trop nombreuses et généralement extrêmement fugaces. Notre univers est matériel, où donc est passée cette antimatière, simultanément apparue en quantité égale quand l'univers était «très énergétique» et «très compacté»? Pour accepter les observations contradictoires qu'on fait actuellement, on imagine (et on découvre pour une part) des particules encore plus primordiales que les neutrons, protons, et autres muons et qui contribuent à les constituer dans le respect d'une supersymétrie: les quarks que lient des gluons, lesquels expriment une quatrième interaction «forte». À l'idée fixe et non finalisée d'Einstein qui était d'unifier gravitation et électromagnétisme se superpose, au milieu du XX^e siècle, la recherche de l'unification des quatre interactions «fondamentales». Sur la fresque de la Chapelle Sixtine, Michel-Ange avait anticipé en re-

présentant la main du Créateur. N'avait-il point pensé à Prométhée? Tout concentrer dans la «bulle» primitive à très haute énergie et découpler ensuite les forces fondamentales. Malheureusement, toutes les tentatives, aussi habiles et talentueuses soient-elles, d'unifier la gravitation aux trois autres restent vaines. Le prix de l'unification partielle impose de concevoir dès le départ (pour autant qu'il y en ait eu un) un cadre descriptif multidimensionnel. Cet aspect des choses n'apporte guère de bouleversement dans la vision des physiciens et des cosmologistes. Dès 1905, la relativité restreinte nous a accoutumés à un changement d'espace physique en imposant une quatrième dimension. Cette configuration, difficile à accepter pour un esprit «aristotélocartésien», est désormais entrée dans nos habitudes de penser. À partir de 1917, avec la relativité générale, ces dimensions ont acquis une courbure que les géodésiens pratiquaient depuis un siècle. Ainsi ne s'étonne-t-on plus de voir les particules élémentaires assimilées à des oscillateurs unidimensionnels: cordes extrêmement petites, courbées ou bouclées en des espaces à neuf ou onze dimensions qui «chiffonnent» l'Univers en tout sens (pour autant que cela en concerne un!). Un grain, une bulle originelle ou une infinité de bulles en éternelle apparition? On se demande si tout ceci n'est pas une illusion: si le grand tout n'est pas «un» réfléchi et déformé à l'infini au sein de sinuosités multidimensionnelles. Voilà comment se constitue une infinité d'images réelles ou virtuelles qui nous donneraient l'impression de la multiplicité et de la complexité.

Les physiciens espèrent qu'en 2007, la mise en œuvre des super-accelérateurs de particules en cours de finition au CERN et aux États-Unis nous aidera à mieux comprendre les états extrêmes de la matière et révèlera certaines particularités encore ignorées de ses composants ultimes. L'Univers —aux dires des experts— apparaît plein de mystères nouveaux, et nous nous sentons écrasés par notre incompréhension et notre médiocre bagage de connaissances fiables. Comment matière et antimatière se sont-elles séparées

Yves Ullens, *The Bright Universe # 1*, Brussels, 2006, «No limits» - Young Gallery, avenue Louise 75b, 1050 Bruxelles. Jusqu'au 14 avril.

Yves Ullens - Traqueur de Lumières

Parents acteurs de la citoyenneté...

Un rôle déterminant pour l'avenir de notre société au travers de l'éducation de vos enfants

Etablir le dialogue autour de concepts clés

Favoriser des rencontres citoyennes

Réaliser des outils d'interpellation et de réflexion

Participez à notre campagne

Informations et renseignements : www.laicité.be - 02/627 68 11/10

Campagne du Centre d'Action Laïque

au profit de la première? Pourquoi notre Univers observé ne contient-il que quelques pour cent de «matière visible» identifiable alors que 25% de matière «invisible» (sombre) sont soupçonnés et que les 70% restants sont constitués d'une mystérieuse «énergie noire» (énergie du vide quantique) étalée dans les circonvolutions d'un univers à géométrie exotique.

«Circonvolutions»? N'est-ce pas ainsi que s'organisent les milliards de neurones de notre cortex cérébral? Et, si tout dépendait de notre configuration mentale qui interprète les réalités observées? Ce qui n'empêche point de les considérer comme ultime approche du réel. ■

André Koeckelenbergh

Flags of our fathers et Letters from Iwo Jima

À l'Est d'Eastwood

Une fois énoncé le principe selon lequel Clint Eastwood serait le dernier grand cinéaste classique américain, nous pouvons aussi bien passer à une tout autre constatation, celle qu'il ne cesse, en dépit de ce statut, d'expérimenter à chaque film une nouvelle voie dans l'art du récit.

Le diptyque que forment *Flags of our Fathers*/Mémoires de nos pères (2006) et *Letters from Iwo Jima* sorti en salles il y a peu, est tout simplement sans précédent dans l'histoire du cinéma. Chacun des deux volets retrace la bataille qui a opposé en février et mars 1945 les États-Unis au Japon sur l'île d'Iwo Jima. Alors que le premier film situe son action du côté des *Marines* qui débarquent sur l'île, le deuxième revient sur le même épisode, mais vécu par les défenseurs japonais, ce qui donne lieu à un film tourné entièrement en japonais, avec une équipe technique et des acteurs japonais.

Le principe du champ-contrechamp est appliqué ici de façon radicale, à l'échelle d'un film entier. Cela ne signifie pas pour autant qu'il y ait une symétrie parfaite, ou un effet mécanique de miroir, ou encore que les deux histoires s'emboîtent exactement l'une dans l'autre. Au contraire, les deux films n'adoptent ni le même style, ni le même rythme, ni la même construction narrative.

Tous deux trouvent leur source dans des archives écrites: des documents d'époque rassemblés en un livre par James Bradley, fils du soldat infirmier John «Doc» Bradley, ainsi qu'un recueil de lettres écrites par les combattants japonais. Il n'y a donc pas de champ laissé à la fiction. Mais là où la vision américaine du conflit déploie une trame complexe qui croisent trois temporalités différentes, celle de la bataille elle-même, celle de sa «élégardification» à travers une campagne publicitaire

et celle de sa narration par la génération suivante, la relation japonaise des faits se déroule quant à elle sur un mode beaucoup plus linéaire et se veut moins sophistiquée dans la construction, davantage concentrée sur l'évolution d'un petit groupe de personnages reclus dans leur sombre cachette, se sachant irrémédiablement condamnés à mort. Une atmosphère de résignation à une fin imminente imprègne tout le film, ne rendant que plus poignants les pensées et les écrits adressés une dernière fois aux êtres chers. La bataille est en effet perdue pour les Japonais —l'ordre consistant uniquement à tuer au moins dix *Marines* chacun avant de mourir— et ils le savent pertinemment

Exhumation

Dès l'élaboration du scénario de *Mémoires de nos pères*, Clint Eastwood s'était interrogé sur ce qu'avait bien

pu faire, penser, ressentir le camp adverse, au cours de cette même bataille. C'est ainsi qu'il se documente abondamment sur le général japonais Tadamachi Kuribayashi, l'officier signalé comme le plus brillant en cette occasion, celui qui, en l'occurrence, prend le parti non pas de défendre les plages au moment du débarquement mais de poster ses hommes sous terre, dans un réseau de tunnels qu'il fait creuser sous le sable. Intrigué par le personnage, le cinéaste retrouve un recueil de lettres écrites par le général en voyage, adressées à sa femme, sa fille, son fils à partir de 1928. Eastwood et ses scénaristes (un Américain, une Japonaise) poursuivent leurs recherches sur les protagonistes japonais de la bataille d'Iwo Jima, reléguée aux oubliettes de l'Histoire, et des éléments sont peu à peu retrouvés, notamment sur le baron Nishi, ancien nageur olympique. Ils accomplissent ainsi un véritable travail d'historien, déterrant des sources éparses, fragmentées... C'est d'ailleurs l'image d'une exhumation qui ouvre et qui referme *Letters from Iwo Jima*, celle des missives écrites par les soldats japonais à leur famille, du reste jamais envoyées.

Deux objets-phares sont au centre de chacun des films, ces lettres dans la version japonaise, et une photographie dans la version américaine. L'écrit d'un côté, l'image de l'autre. L'image en question est le célèbre cliché pris par le photographe Joe Rosenthal à l'instant précis où le drapeau américain est hissé sur le mont Suribachi par un groupe de cinq soldats. Leurs corps emmêlés adoptent le même élan, épousant celui du drapeau, en une sorte d'érection baroque de la sainte croix. Cette photo, aussitôt diffusée à grande échelle, est promue icône du dévouement patriotique américain et brandie par le gouvernement pour appuyer une campagne de récolte de fonds auprès du peuple américain. Pour valider cette représentation édifiante, trois des soldats y figurant -ceux qui ont survécu- furent enrôlés de force dans une tournée de promotion pour encourager un ultime effort de guerre contre le Japon.

Incidentement, le film de Clint Eastwood fait le récit d'une guerre qui n'a pas tant besoin d'Hollywood pour se mettre en scène elle-même. On ap-

prend ainsi que le fameux drapeau est érigé en substitution au premier, confisqué par un officier vaniteux en guise de trophée personnel et qu'en réalité, il ne marquait même pas encore la fin de la bataille. La guerre en cours organise d'ores et déjà sa propre représentation et sait comment en tirer parti sur le plan de la propagande politique. Et les trois soldats, promus héros du jour, contraints de remimer la scène devant les foules fanatiques ne sont là que pour valider, illustrer une image, seule véritable vedette.

Une contre-proposition inédite

Si dans *Mémoires de nos pères*, les différentes strates de temps se mêlent les unes aux autres, s'interrompent, s'appuient, s'éclairent l'une l'autre, c'est signe que la résilience n'est jamais vraiment possible à l'épreuve de telles atrocités. Le retour à l'équilibre d'une vie civile normale est improbable. Sous la forme récurrente de cauchemars, éveillés ou non, le passé traumatisé se réinvite dans le présent plus souvent qu'à son tour. Ainsi, l'un des trois figurants de la photo, Ira Hayes, un Indien Pima de l'Arizona, est, dès son retour du front, gagné par la dépression et l'alcoolisme. Il finira par mourir de froid, en clochard errant. Cette vision en gigogne de l'Histoire est moins développée dans la version japonaise, même si elle commence et se termine sur les gestes attentifs d'archéologues. Il faut dire que de survivants japonais à cette bataille, il n'y en eut quasiment pas. La bataille d'Iwo Jima a fait 27 000 victimes, dont 20 000 Japonais.

Voilà donc l'œuvre d'un *moviemaker* à la longévité unique, jadis cow-boy bellâtre et taciturne, aujourd'hui géant parmi les auteurs de cinéma, un pied dans le vieil Hollywood des studios, un autre engagé dans une inlassable recherche formelle qui ne se satisfait à ce jour d'aucune certitude. Il a beau s'inscrire dans une longue et solide tradition et avoir été «élevé au film de guerre», Clint Eastwood prend pareil sujet à bras-le-corps, tout au plaisir de faire en la matière une contre-proposition inédite, élaguée de toutes les conventions du genre. Nous n'aurons, par exemple, pas droit aux scènes de confrontation dramatisée avec l'ennemi. L'on se dit alors qu'effecti-

vement, pour pouvoir se mettre en œuvre, la guerre se doit d'être aveugle à l'autre.

D'autre part, le diptyque d'Eastwood, en épousant le regard de chacune des parties, révèle *de facto* et en toute simplicité l'évidence suivante: les points de vue des camps opposés sont absolument identiques! Est-il besoin de dire que les combattants des camps respectifs n'aspirent les uns et les autres qu'à une seule chose: s'en tirer et avoir une chance de revoir leur famille? Ils sont autant de fils, de pères, d'amants ou de maris et le seul véritable ennemi est un ennemi commun, à savoir la guerre elle-même. Les clichés culturels qui veulent que le Japonais soit spécialement doué pour le sacrifice ou que l'Américain sait ce que le mot «patrie» veut dire, sont balayés d'un revers de main: le fait est que soldats américains et japonais se sont battus à mort parce qu'ils n'avaient guère le choix.

De plus, entreprendre de reconstituer un épisode de la guerre du Pacifique ayant eu lieu sur cette île justement, tout au plus une station d'alerte, sans autre qualité que celle d'appartenir au territoire japonais, mais une île totalement inhabitée, recouverte exclusivement de sable noir, puant le souffre, sans eau, écrasée par la chaleur du soleil, une île de cendres qui n'aura existé que pour engouffrer les morts, voilà qui souligne d'autant plus l'aberration totale que constitue le fait militaire.

Interrogé sur la méthode utilisée pour préparer les scènes de débarquement particulièrement saisissantes (tant d'un côté que de l'autre), le réalisateur répond que sa stratégie est «dictée par le terrain». Une scène plutôt cocasse dans *Letters from Iwo Jima* montre un militaire japonais donnant l'ordre à l'un de ses soldats de courir sur la plage, en se mettant dans la peau de l'ennemi qui débarque, histoire d'anticiper ses mouvements.

C'est avec une liberté et une maîtrise toujours plus évidentes que Clint Eastwood culmine dans l'art de se laisser «dicter par le terrain». ■

Vera Kotaji

Galerie de portraits

Miroirs de l'intime

pour aller à la rencontre des douze nouveaux Européens, dont dix ont déjà été présentés au Centre Pompidou à Paris. Rencontres improbables qui incitent à la réflexion par le non-dit qu'elles évoquent: voilà des gens, qui nous ressemblent ou non, et qui partagent avec nous cette «appartenance» à une même île phare. Martin Parr, Martine Frank, Bruno Barbay, Lise Sarfati et leurs comparses nous proposent de saluer nos voisins tchèques, slovènes, polonais, roumains... Revenons plus près de chez nous avec l'exposition du Mac's au Grand-Hornu: *Portraits*. Marianne Berenhaut et Angel Vergara Santiago, ces deux «jeunes» artistes de la Communauté française selon Laurent Busine, commissaire de l'exposition, nous offrent, pour les cinq ans du Mac's, une part de leur intimité. Le cheminement de Marianne Berenhaut est solitaire. Elle va trouver à s'exprimer par la sculpture avec la mise en scène d'objets du quotidien: «Les objets sont des morceaux de mémoire. Les déplacer, les détourner, c'est peut-être leur donner la chance d'une vie nouvelle». Ainsi des chaises d'école maternelle, un bureau et des fichiers, une table avec un téléphone, un lit défoncé... «toutes ces reliques de la vie perdue», ce fatras de fragments réels de la disparition, elle le réassortit en référence à son expérience personnelle qu'elle renvoie à nos propres interrogations sur la fragilité d'une vie. Une mère dont on attend vainement le retour, c'est cette paire de chaussures sur des morceaux de balatum. Une œuvre qui répond étrangement à celle découverte dans l'exposition *Portraits de l'autre*, au Musée d'Ixelles — élaborée en collaboration avec un numéro exceptionnel de la revue de l'ULB *ah!*, de l'artiste japonaise Ishiuchi Miyako déjà remarquée à la Biennale 2005 de Venise — qui s'interroge elle aussi sur ce qui reste après la mort d'une mère dans sa série *Mother's*: «Quelques rouges à lèvres usagés, un sein meurtri, une chemise de soie prise dans la lumière, une paire de chaussures, un dentier...». «La photographie fige, sta-

Marianne Berenhaut, *Vie privée: Escarpins sur balatum*, 1991.

Ishiuchi Miyako, *Mother's*.

Très «tendance» ces derniers temps, les expositions consacrées aux portraits et aux autoportraits — ceux, redoutables d'efficacité de Spillaert avaient en quelque sorte ouvert la voie, se retrouvant exposés seuls à Paris. Les artistes y livrent leur vision, leurs doutes, dans l'intimité de la confrontation avec l'autre, fût-il eux-mêmes.

L'engouement pour ce type d'expositions de portraits ne faiblit pas. Aux Musées royaux des Beaux-Arts, c'est *Euro Visions*, à l'occasion des 50 ans du Traité de Rome et des 60 ans de l'Agence Magnum. Celle-ci a donné carte blanche à douze photographes

tufie ce qui ne sera plus, ce qui meurt à chaque instant», dit Virginie Devillers, commissaire de l'exposition. Statuifiés, les mariées marocaines de Valérie Belin, l'homme iranien de Shirin Neshat, les ados de Hellen Van Meene, les malades mentaux de Philippe Bazin...? Et magnifiés en tout cas. Figer, statufier...? Ce n'est pas le propos d'Angel Vergara Santiago, dans le cadre du «doublé» du Mac's. Il présente ici des peintures vidéo qui théâtralisent un des genres les plus anciens des beaux-arts. Il intervient hors-champ sur une image vidéo, par essence mouvante, redessinant au pinceau le film qui passe sous nos yeux. Portraits indéfiniment inachevés. Dans ses performances, il persiste et signe dans la mise en scène de la «peinture en mouvement». Dissimulé sous un drap blanc — la toile du peintre, le drap du photographe... —, il apparaît en public en «homme des rues», soustrait au regard des autres dans une sorte d'«atelier portatif», se plongeant et s'imprégner d'un lieu. La vidéo «El Callejero» a été tournée pendant une messe: Vergara, enfoui sous sa toile, inscrit ses impressions, là où les fidèles marqueront aussi leurs pas. La vidéo mélange les images de la performance, de la messe et de l'«Évangile selon saint Mathieu» de Pasolini, interrogant le statut de l'art et ses rapports avec la religion. ■

Michèle Michiels

- *Visions - Les nouveaux Européens par douze photographes de Magnum*, Musées royaux des Beaux-Arts- Bruxelles. Jusqu'au 1^{er} juillet 2007.
- *Portraits*, Marianne Berenhaut- Angel Vergara Santiago, Mac's- Grand-Hornu. Jusqu'au 6 mai. Deux superbes catalogues.
- *Portraits de l'autre et revue ah!* (revue de l'ULB, sous la direction de Jacques Sojcher- 392 p., 29 €), Musée d'Ixelles, Bruxelles. Jusqu'au 29 avril (également à Paris au Centre Wallonie-Bruxelles).

BD: un entretien avec Antonio Cossu

Du dragon à Babel

Espace de Libertés: Depuis quand faites-vous de la Bande Dessinée?

I. Antonio Cossu: Depuis toujours! Mais professionnellement, ma première publication —non payée— est parue dans *Tintin* en 1976.

Quand on a trente ans de carrière derrière soi, comment juge-t-on le métier aujourd'hui?

I. A. C.: Ma situation est plutôt celle d'un auteur parce que depuis bientôt vingt ans, je me partage entre l'enseignement de la BD et mon métier de dessinateur. J'en ai vécu de manière professionnelle lorsque je travaillais pour de gros éditeurs comme Dupuis et Glénat. J'avais le sentiment de gagner ma vie tout en essayant d'exprimer de façon personnelle mon univers graphique. Dans ce genre de métier, il ne faut jamais perdre de vue le côté commercial: le travail de l'éditeur, c'est vendre des albums, le mien, c'est proposer les meilleures histoires possibles au public. J'ai ainsi vécu la fin des grands journaux —*Spirou*, *Tintin*— dans lesquels les histoires passaient en feuilletons hebdomadaires. On voyait défiler son histoire et il était encore possible de rectifier le tir pour la sortie de l'album. Depuis lors, on est passé au livre et le problème a changé. Grâce à l'enseignement, j'espère avoir pu communiquer ma passion aux jeunes et leur avoir appris à raconter des histoires; en retour, mon approche du métier a également évolué. J'ai découvert que je me construisais avec mes étudiants et mon travail s'en est trouvé gratifié.

En 2000, Tibet fêtait cinquante ans de «Travaux fort gais» au service d'un seul éditeur, le Lombard; en revanche, vous êtes passé partout: Glénat, Deligne, Dupuis, Lombard, Futuropolis, les Humanoides Associés et Casterman. N'est-ce pas un parcours riche mais compliqué?

I. A. C.: Ce fut un choix, celui de ne pas m'ancrer dans un seul genre et de pouvoir proposer chez l'un, des histoires courtes et chez l'autre, des récits

à suivre. J'aime cet engagement dans la diversité pour m'évader de la routine: je n'ai jamais eu de plan de carrière. J'essaie de rester sincère, de faire une bande dessinée populaire, ce qui ne veut pas dire populaire. Je voudrais que mes histoires soient proches de la vie car raconter une histoire, c'est déjà raconter son histoire; c'est un cadeau que l'on offre à l'autre.

Que penser des festivals BD: lieux de rencontre privilégiés avec le public ou simple échange de dédicaces?

I. A. C.: C'est la dédicace qui prime bien sûr. Il y a les très gros festivals comme Angoulême, sorte de grand-messe médiatique mais où se passent néanmoins des choses intéressantes et puis il existe de nombreux petits festivals où peuvent s'établir des contacts privilégiés. Je me suis ainsi fidélisé au festival de Saint-Quentin, dans le Nord de la France, qui existe depuis une quinzaine d'années ou encore celui d'Hornu, près de Mons, qui fête son dixième anniversaire.

Parlez-moi de vos auteurs préférés...

I. A. C.: Hugo Pratt a été formateur pour mon propre travail mais auparavant, j'ai eu une passion pour Milton Caniff. Sinon, il y a aussi eu Brescia, Tardi, Munoz et Sampayo.

Tous maîtres du noir et blanc...

I. A. C.: J'admire aussi Bourgeon pour la profondeur de ses récits ou *Mouse de Spiegelman*. Je suis éclectique du moment qu'une BD me fait oublier que je suis en train de la lire.

On vit maintenant le règne de l'album, mais lorsqu'il ne marche pas, la sanction est immédiate.

I. A. C.: Il faut savoir qu'en 2006, il y a eu plus de quatre mille nouveautés! Comment encore butiner dans une librairie? Les gens n'ont pas un portefeuille extensible, ils achètent dans les grandes piles qui sont comme des phares attirant les papillons de

nuit. Beaucoup de BD actuelles ne sont que des produits de consommation.

C'est quoi un auteur rentable?

I. A. C.: Tout est relatif: chez Dupuis, on tourne autour des quinze mille, chez Casterman, au-dessus de dix mille, cela dépend aussi du prix de l'album. La question subsidiaire est de savoir si l'on peut en vivre lorsqu'on en vend dix mille: la réponse est non. Pour nourrir son auteur, il faut en vendre cinquante mille, alors ça devient un best-seller.

Vous avez un projet éditorial avec la ville de Mons?

I. A. C.: Une vogue récente veut que chaque ville produise son histoire en BD. Une des plus chouettes est celle de Saint-Quentin. L'exercice n'est pas facile, la plupart pêche par excès de pédagogie et débute toujours par: «Il était une fois les Romains...». J'ai souhaité quelque chose de plus original, j'ai trouvé un sponsor et j'ai reçu carte blanche. Mon récit aura pour sujet le combat entre saint Georges et le Dragon, le fameux Doudou montois. Je voudrais plancher sur un mythe universel, celui du dragon dont le symbolisme est très fort. Mon second projet est commandité par le Commissariat général aux Réfugiés et sera destiné aux jeunes étrangers non accompagnés qui débarquent en Belgique. Le problème de ces jeunes qui arrivent du monde entier est celui de la langue, ils ne parlent pas français et certains sont analphabètes, il faut donc que cette BD s'adresse à eux dans un langage universel.

Passant ainsi du dragon de Jason à la tour de Babel... ■

Ben Durant

L'émotion au carré

Monteverdi au théâtre, Purcell en CD, entre les deux, un musicien à fleur de cœur: Philippe Pierlot

Nul ne devrait l'ignorer, au moins depuis un certain Louis-Ferdinand Céline: «*Au début n'était pas le Verbe, mais l'Émotion*». Et dame, quand même on soupçonne Philippe Pierlot de se refuser à la majusculer, il est de cette race d'oiseaux rares —et sinon en voie d'extinction, du moins de plus en plus rares par les temps qui courrent— qui vient périodiquement nous rappeler avec Fernando Pessoa une intranquille évidence, passez-nous l'oxymore, un peu trop oubliée. D'un poète l'autre, le génial Portugais le notait noir sur blanc dans une lettre de 1925 à Costa: «*L'art est, pour moi, l'expression d'une pensée à travers une émotion, ou, en d'autres termes, d'une vérité générale à travers un mensonge particulier*». Et depuis déjà belle lurette, de la gambe à la baguette—ne l'affublons surtout pas de la casquette du chef, mais puisqu'il lui arrive de diriger, disons qu'il est, *primus inter pares*, un merveilleux chef d'équipe— notre très valeureux Liégeois n'a cessé de chercher¹ par tous les moyens à nous donner, avec ce savant mélange d'humilité vraie et de folle générosité, d'intelligence et de sensibilité, l'émotion la plus pure et profonde qui se puisse rêver.

Monteverdi au TRM, du 11 au 13 mai, infos au 070 23 39 39 - www.lamonnaie.be - Purcell, un CD Mirare 012.

1 Faut-il vraiment rappeler qu'au-delà d'une pièce instrumentale dont la construction imite librement le motet vocal, l'étymologie de Ricercar est l'italien «rechercher»? L'aventure de Ricercar en général et du Ricercar Consort en particulier en est, depuis un quart de siècle et des poussières d'étoile, la plus enivrante illustration.

2 Puristes, n'allez pas hurler au sacrilège, si cette version est écourtée, c'est pour la meilleure raison qui soit: un connaisseur aussi émérite que Philippe Beaussant ne nous contredira pas, le *Retour d'Ulysse* est long, très long, trop long. Pas à cause du compositeur mais de son librettiste.

3 Ce n'est un secret pour personne, ce dernier est particulièrement attaché à *l'Orfeo* vu par Trisha Brown, qu'il reprendra à Aix cet été... Mais j'avoue avoir été infiniment plus touché par *l'Ulysse* tout d'intimité et de subtilité du tandem Kentridge/Pierlot.

Philippe Pierlot: un savant mélange d'humilité vraie et de folle générosité

ailleurs «*qu'Ariane l'émouvait parce que c'était une femme et qu'Orphée l'incitait à pleurer parce que c'était un homme et non le vent*».

Quoi qu'il en soit, ne manquez sous aucun prétexte l'aubaine de (re)découvrir à la Monnaie *Il Ritorno d'Ulisse* —le monteverdien averti aura remarqué que l'indication *in Patria* a disparu dans l'aventure de cet ultime opéra du compositeur dont Pierlot propose une superbe version de chambre pour six musiciens et sept chanteurs, auxquels se joignent cinq marionnettistes et treize personnages en bois de la Handspring Puppet Company de William Kentridge². À notre humble avis en effet, avec quelques autres spectacles autour de Benjamin Britten sans oublier les créations, notamment celles des opéras de Philippe Boesmans, il s'agit là d'une des productions les plus bou-

leversantes et fascinantes de l'ère Foccroulle³.

Et puis, que dire du dernier enregistrement en date de Pierlot et ses amis? Souvenez-vous, voici une douzaine d'années, notre gambiste (inter)national était déjà du déchirant et lumineux voyage entrepris par Savall et ses complices d'Hespèrion XX à l'assaut d'un sommet absolu de l'histoire de la musique, les *Fantaisies pour violons* d'Henry Purcell, suprême chef-d'œuvre que d'aucuns n'hésitent pas à placer à la même altitude que *l'Art de la fugue* ou les derniers quatuors de Beethoven... Mais remettant sur le métier un

ouvrage avec lequel il a dû vivre sinon au quotidien, du moins éperdument au cours de longues années d'un lent et très fécond apprivoisement, il nous en livre aujourd'hui à la fois la quintessence et l'incandescence. Mais à quoi bon en rajouter? Selon le compositeur Jonathan Mills, difficile de mieux dire, «*c'est une musique de ténèbres, une musique d'une subtilité sublime. Elle est éclairée à la chandelle et veinée comme du bois, foncièrement intime*». Alors, à l'Odyssée —c'en est une!— d'Ingres qui orne la pochette, il eût sans doute été prudent d'ajouter un bandeau avec quelque avertissement du genre: attention, musique fragile. On n'en connaît pourtant guère d'aussi forte. ■

Didier Chatelle